

LE
RÉGIME CORPORATIF
ITALIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mardi 3 décembre 1935, à 14 heures

PAR

Jacques de BODIN de GALEMBERT

Président : M. LESCURE professeur

*Suffragants : { MM. NOGARO, professeur
PERON, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1935

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE
RÉGIME CORPORATIF
ITALIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mardi 3 décembre 1935, à 14 heures

PAR

Jacques de BODIN de GALEMBERT

Président : M. LESCURE professeur

Suffragants : { MM. NOGARO, professeur
PERON, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1935

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CONSULTÉS

- BERTOLI (A.). — Aspetti ideologici del fascismo, Turin 1930.
- BOTTAI. — Le Corporazioni, Milan 1935.
- BOURGIN (G.). — L'Etat corporatif en Italie, Paris 1935.
- GUILLAUME (A.). — Les Corporations en Italie, Paris 1934.
- HAIDER (C.). — Capital and Labour under Fascisme, Columbia 1930.
- LACHIN (M.). — La IV^e Italie, Paris 1935.
- LESCURE (J.). — Le nouveau Régime corporatif italien, Paris 1934.
- MICHELIS (G. de). — La Corporation dans le monde, Paris 1935.
- MUSSOLINI. — Le Fascisme, Paris 1934.
— Les Discours.
- RECOULY. — L'Italie fasciste, Paris 1934.
- ROSENSTOCK-FRANK. — L'Economie corporative fasciste, Paris 1934.
- SPIRITO. — Capitalismo e Corporatismo, Florence 1934.
- SOREL (G.). — Réflexions sur la violence, Paris 1930.
- FAA DI BRUNO (Gian Luigi). — Quelques aspects du développement économique de la Sardaigne sous le Régime fasciste (Recueil Sirey), 1932.

JOURNAUX ET REVUES

Sindacato e Corporatione.

Informatione corporative.

Informations sociales du B. I. T.

Feuilles d'information de la Société d'Etudes économiques.

Bolletino di Statistica.

Revue Realta.

Revue Gerarchia.

Revue Critica fascista.

Revue Civiltà fascista.

La Revue d'Economie politique.

La Revue politique et parlementaire.

La Revue de Paris.

L'Europe vivante.

Gazzetta ufficiale.

Il Lavoro fascista.

Il Lavoro agricolo fascista.

Feuilles d'Informations corporatives.

La Journée industrielle.

Il Sole.

Le Temps.

Gazzetta del Popolo.

Il Corriere della Sera.

La Stampa.

Il Popolo d'Italia.

Il Giornale d'Italia.

} et autres journaux quotidiens.

LE RÉGIME CORPORATIF ITALIEN

INTRODUCTION

Depuis quelques années, l'économie mondiale souffre d'un malaise dont il est difficile, encore, de prévoir la fin.

Il n'est pas douteux que la guerre n'ait été à l'origine des événements actuels ; mais l'énorme surproduction qu'elle a entraînée dans tous les pays est-elle la véritable cause du mal ou n'a-t-elle fait seulement que hâter la venue d'un phénomène inévitable ? La crise que nous subissons a pris, en effet, de telles proportions ; son ampleur, son intensité, sa persistance surtout sont telles qu'elle ne ressemble plus, que de très loin, aux perturbations qui troublaient périodiquement l'économie d'avant-guerre.

Sans aller jusqu'à parler, comme certains, de la faillite du capitalisme, il semble qu'il y ait cependant dans le malaise actuel quelque chose de plus qu'une simple crise de production, et, l'on est en droit de se demander si nous n'assistons pas à une évolution très générale vers une nouvelle organisation économique et sociale du monde.

Même en France, où les défenseurs de l'économie libérale sont encore en grosse majorité, les interventions de l'Etat dans le domaine économique ne se comptent plus, mais elles restent isolées et ne font pas partie d'un plan d'ensemble.

Dans d'autres pays, au contraire, des expériences plus complètes ont été tentées : parmi celles-là, l'expérience corporative italienne nous semble particulièrement intéressante à étudier.

Elle se développe tout près de nous. Peut-être cette proximité la rend-elle plus accessible que les plans soviétiques ou les tentatives rooseveltiennes. Mais surtout l'idée corporative a une origine bien française. L'influence de certains de nos écrivains tel que La Tour du Pin sur la doctrine fasciste est indéniable. Mais c'est peut-être celle de G. Sorel qui a été la plus prépondérante.

Mussolini et ses plus fidèles partisans de la première heure, les Bianchi, les Rossoni étaient fortement imprégnés des idées soréliennes. Au début de l'ère fasciste, M. C. Malaparte affirmait : « qu'il n'y « avait au point de vue doctrinal, aucune différence « essentielle entre le syndicalisme sorélien et le « fascisme » (1).

Cette influence n'a pas cessé. En 1930, un auteur italien écrivait en effet : « G. Sorel demeure encore un des esprits qui nous sont les plus proches. Certaines idées fondamentales du syndicalisme révolu-

(1) *L'Europe vivante*, 1923, p. 34.

tionnaire ont passé dans notre nationalisme et sont encore ce qu'il y a de plus consistant dans notre idéal fasciste : l'antidémocratisme, l'antiparlementarisme, l'action directe, c'est-à-dire la violence, l'idée aussi que la politique et l'histoire doivent être le fait d'une minorité agissante » (1).

Toutes ces idées, nous allons les retrouver en étudiant les différentes étapes du mouvement corporatif italien. L'organisation corporative fasciste n'a pas, en effet, trouvé immédiatement sa forme actuelle. Elle est issue d'une longue évolution qui a pour point de départ le syndicat fasciste et qui aboutit à la corporation de la loi de 1934. Cette évolution est-elle terminée ? Nous ne le pensons pas et nous essaierons de montrer, dans la conclusion, les buts qu'elle semble devoir atteindre dans l'avenir. Mais le régime corporatif peut déjà s'enorgueillir de beaux résultats, notamment au point de vue social.

Dans une première partie, intitulée : « La Construction législative du régime corporatif », nous étudierons les lois qui sont venues sanctionner les différentes étapes du mouvement corporatif.

La deuxième partie sera consacrée à l'étude du fonctionnement des corporations et aux réalisations déjà obtenues.

Enfin, dans la conclusion, nous essaierons de dégager les tendances actuelles de la doctrine corporative fasciste.

(1) A. Bertoli, *Aspetti ideologici del fascismo*. Turin, 1930, p. 23.

PREMIÈRE PARTIE

**La Construction législative
du régime corporatif.**

Il y a plus d'un an maintenant que les corporations ont été créées en Italie.

La loi du 5 février 1934 qui leur a donné naissance a une importance capitale, car désormais, l'encadrement de toute l'économie nationale est un fait accompli. C'est là l'aboutissement d'une longue évolution au cours de laquelle le syndicat fasciste s'est développé peu à peu jusqu'à englober la « totalité » de la nation.

Pour bien comprendre l'organisation corporative dans son état actuel, il est nécessaire de connaître les grandes lignes de ce mouvement et les lois qui en ont marqué les différentes phases.

Nous allons donc montrer d'abord le développement du syndicalisme fasciste ; ce sera l'objet du premier chapitre.

Dans le deuxième, nous étudierons la loi du 5 février 1934 et les décrets qui ont créé les vingt-deux corporations actuelles.

CHAPITRE PREMIER

Le Syndicalisme fasciste.

En octobre 1922, au moment de la victoire du parti fasciste, l'Italie était en pleine anarchie. Les grèves se succédaient, bouleversant tous les services publics, les usines étaient mises au pillage, toute la vie économique du pays était paralysée.

Dès leur arrivée au pouvoir, les dirigeants fascistes vont s'efforcer de remédier à cet état de choses en organisant et en disciplinant les activités nationales.

L'association syndicale leur apparaît comme la base indispensable à cette réorganisation, mais ce groupement professionnel tel qu'ils le conçoivent diffère totalement de l'ancien syndicat socialiste. Ce dernier avait toujours été un instrument dans la lutte des classes ; dorénavant, la collaboration entre patron et ouvriers devra se réaliser « au nom des intérêts supérieurs de la Nation ».

Ces idées étaient depuis longtemps déjà celles de Mussolini. Quelques mois après la guerre, s'adressant aux ouvriers de la Franco-Grégorini à Dalmine,

il déclarait en effet : « Vous vous êtes mis sur le terrain de classe, mais vous n'avez pas oublié la Nation. Pour les intérêts immédiats de votre catégorie, vous pourriez faire la grève d'ancien style, la grève négative et destructive; mais, en pensant aux intérêts du peuple, vous avez inauguré la grève active qui n'interrompt pas la production. Vous ne pouvez nier la Nation, depuis que pour elle sont morts 500.000 hommes. La Nation qui a fait ce sacrifice ne peut être niée car elle est une glorieuse, une victorieuse réussite. Vous arriverez à une époque, proche ou lointaine, je l'ignore, à remplir des fonctions essentielles à la société moderne. C'est le travail qui parle en vous, et non le dogme stupide de l'église intolérante, fût-elle rouge. C'est le travail qui, dans les tranchées, consacra son droit à n'être plus fatigue, désespoir, car il doit devenir orgueil, création, conquête d'hommes libres dans la patrie libre et grande. »

Ces conceptions sont de nouveau nettement affirmées en octobre 1924 au Congrès des Corporations fascistes réuni à Milan, où l'ordre du jour suivant fut adopté : « La Confédération, considérant que l'édifice social établi sur la base des syndicats se développe en représentant les intérêts de toutes les catégories professionnelles et de toutes les classes, qui tendent à jeter entre elles un réseau de relations économiques et sociales qui sont de nature à déterminer et à définir leur fonction sociale respective, affirme que le syndicat est le fait institutionnel

constitutif de toutes les catégories productives et, comme tel, s'identifie avec les besoins et avec le processus de la production et s'incorpore dans la Nation, synthèse suprême de toutes les valeurs morales et spirituelles de la race.

« La Confédération affirme que l'intérêt et le devoir communs à toutes les catégories et à toutes les classes consistent dans le travail et dans la production intense et progressive, proportionnée aux besoins croissants de la Nation, ainsi que dans la lutte contre le parasitisme, le gaspillage des richesses, la spéculation sur les objets de première nécessité. C'est pour ces motifs que le syndicalisme traduit les revendications d'une société où les problèmes de la production et de la culture viennent au premier plan, en subordonnant toutes les forces productives organisées à ce qu'exigent la science et la technique.

« La Confédération admet toutes les formes et tous les systèmes de la production et du travail ; en tant qu'ils représentent le résultat des capacités techniques et administratives et de la prévoyance, qualités indispensables pour l'heureuse réussite de toute gestion ; en tant qu'ils se donnent carrière dans le champ de la concurrence, sans admettre d'immixtions ni d'ingérences illicites de la part des organes de l'Etat.

« La Confédération affirme que les classes sont nécessaires pour autant que chacune d'elles réponde à une fonction qui a son rôle dans l'accomplissement

hiérarchique de la tâche commune, division du travail qui est indispensable à l'ordonnance nationale du travail et de la production. Et c'est pourquoi la loi dynamique de l'histoire sociale consiste moins dans une lutte irréductible entre les classes, qui aboutirait à nier la fonction propre de la société et à y jeter la confusion, que dans une lutte de capacité, c'est-à-dire dans la lutte menée par des groupes de catégories professionnelles qui acquièrent la capacité de s'acquitter des fonctions de direction, contre des groupes de catégories qui sont en voie de perdre la capacité de remplir ces fonctions de commandement.

« La Confédération affirme en conséquence que le droit historique de toute révolution naît, non pas de la misère, du mécontentement et de l'esprit de faction, mais des mérites propres des groupes qui viennent à se former et à se renouveler au sein de la Société ;

« Par suite, la révolution ne peut être ni hâtée, ni aidée, mais ne saurait être autre chose que la suprématie qu'acquièrent des capacités plus hautes. Le principe de la lutte de capacité implique la norme d'une lutte fractionnée, à laquelle il peut arriver d'user également du droit de grève où les autres formes connexes d'action spécialisées sont susceptibles de demeurer strictement localisées de manière à atteindre uniquement ceux d'entre les groupes qu'il est légitime d'éliminer dans l'intérêt du travail et de la production nationale. »

Telle était, en matière syndicale, la doctrine du fascisme que ses dirigeants vont imposer peu à peu, après avoir fait disparaître les anciennes associations professionnelles.

Nous étudierons successivement :

La lutte contre l'ancien syndicalisme.

La loi de 1926.

La Charte du travail.

L'organisation syndicale fasciste à la veille des corporations.

LA LUTTE CONTRE L'ANCIEN SYNDICALISME.

La lutte entreprise par le nouveau régime contre l'ancienne organisation syndicale présente un double aspect. Elle va s'exercer à la fois contre les associations ouvrières et les groupements patronaux. Dissolution des syndicats non conformistes, mise sous séquestre des biens appartenant à ces associations, représailles contre les réfractaires, campagnes d'intimidation contre les industriels, telles sont les armes employées dans cette lutte, que la mort de Mattéoti marque tragiquement en 1924.

Les résultats ne se firent pas attendre. Dès 1923, le nombre des ouvriers inscrits aux anciens syndicats a diminué dans des proportions considérables, et, un rapport de la C. G. T. constate alors mélancoliquement que toute activité syndicale a disparu dans ses organisations : « non pas qu'il n'y ait plus

de travailleurs désireux de s'y inscrire, mais parce qu'on sait d'avance que toute manifestation d'activité ne serait pas sans occasionner toutes sortes de représailles ».

Et en 1925, les syndicats fascistes groupent la presque totalité des ouvriers italiens.

Le ralliement des industriels n'a pas été moins rapide. Il est concrétisé par deux conventions passées l'une en décembre 1923, l'autre en octobre 1925 entre la Confédération nationale de l'Industrie représentant l'ensemble des employeurs et la Confédération des syndicats fascistes. C'est surtout le deuxième accord qui marque le mieux l'adhésion de la classe capitaliste à la nouvelle organisation syndicale.

Accord Ce pacte, conclu le 2 octobre 1925 au **Vidoni**. Palais Vidoni, déclare :

1^o La Confédération générale de l'Industrie reconnaît que la Confédération des Corporations fascistes et les organisations qui en dépendent représentent seules les travailleurs.

2^o La Confédération des Corporations fascistes reconnaît dans la Confédération de l'Industrie et dans les Organisations qui en dépendent la représentation exclusive des industriels.

3^o Tous les rapports contractuels entre les employeurs et les travailleurs devront être assurés par une organisation qui dépende des deux Confédérations précitées.

4^o En conséquence, les commissions internes de fabrique sont supprimées et leurs fonctions transférées au syndicat fasciste local.

L'accord Vidoni marque non seulement le triomphe du nouveau régime sur l'ancien syndicalisme, mais il constitue aussi l'antécédent le plus important de la loi de 1926. En effet, le Grand Conseil fasciste en ratifiant cette convention adopta en même temps le principe de la « magistrature du travail » et la suppression du droit de grève, toutes choses que nous retrouverons plus loin en étudiant la loi précitée.

Intéressant à ce double point de vue, l'accord Vidoni l'est encore pour une autre raison car nous voyons apparaître là, pour la première fois, le processus de formation du droit administratif fasciste. Il y a eu d'abord entente entre le Grand Conseil et les divers groupements économiques intéressés. Le projet de loi ainsi préparé n'aura plus ensuite qu'à être ratifié sans discussion par la Chambre et le Sénat.

En résumé, à la fin de l'année 1925, la victoire du Parti fasciste est complète ; la grande majorité des employeurs et des salariés de la Péninsule se sont ralliés à la nouvelle organisation syndicale qui semble dès lors réaliser la représentation « totalitaire » chère au nouveau régime. Mais cette situation est essentiellement une situation de fait, quelques mois plus tard, la loi du 3 avril 1926 va lui apporter une consécration légale.

LA LOI DE 1926.

La loi du 3 avril 1926, préparée par la fameuse commission des Dix-Huit (1) a un double objet. « Elle est destinée, d'une part, à donner un monopole de fait aux organisations ouvrières conformément aux tendances historiques du syndicalisme ; d'autre part, conformément à l'idéologie fasciste et à la doctrine nationaliste de l'Etat, à sauvegarder la paix sociale (2). »

Ce double but a été atteint, le premier en donnant aux syndicats autorisés le monopole de la représentation professionnelle ; le second en interdisant la grève et le lock-out et en créant une juridiction spéciale, la « magistrature du travail ».

La loi comprend trois chapitres.

Le premier chapitre concerne l'organisation syndicale. Nous allons étudier successivement les conditions d'existence des syndicats et les fonctions qui leur sont assignées, puis nous examinerons leur groupement hiérarchique.

Existence légale du syndicat. Pour exister légalement, les syndicats doivent être reconnus par l'Etat. Trois conditions sont essentielles pour obtenir cette reconnaissance : 1^o les

(1) La commission des dix-huit, créée en 1925 pour élaborer la loi sur les syndicats. Elle comprenait dix-huit membres, (de là son nom) notamment Rossoni et Rocco.

(2) G. Bourgin, *L'Etat corporatif en Italie*, p. 56.

associations doivent grouper le 1/10 au moins des salariés employés dans la circonscription ; 2^o les dirigeants doivent être Italiens et offrir toute garantie de leur capacité, de leur moralité et de leurs convictions patriotiques ; 3^o ne pourront être reconnus : les syndicats mixtes, les groupements ayant des attaches avec des associations de caractère international, les syndicats de fonctionnaires.

Une fois légalement autorisées les associations ont la personnalité civile et surtout elles représentent les patrons et les ouvriers qu'ils y soient inscrits ou non. C'est là le point capital de l'organisation, l'inscription au syndicat n'est pas obligatoire mais du moment que le minimum du 1/10 est atteint et qu'elles sont reconnues, les associations ont le monopole de la représentation.

Quel sera le rôle des syndicats ? Leur fonction essentielle va consister dans l'élaboration des contrats collectifs de travail.

Grâce au monopole de la représentation professionnelle, accordé aux associations légalement reconnues, ces conventions collectives vaudront même pour les membres de la profession non inscrits au syndicat. Le surplus des attributions syndicales consistera dans l'organisation d'œuvres sociales de mutualité, de prévoyance, d'éducation professionnelle, Tous ces organismes étant destinés à remplacer ceux qui dépendaient auparavant des anciens syndicats et qui avaient disparu avec eux.

Une institution particulièrement intéressante est

celle des « loisirs ouvriers » l'Œuvre nationale du « Dopolavoro » que nous étudierons plus loin.

Pour assurer l'unité de fonctionnement des syndicats il était nécessaire de les grouper et de les relier entre eux par une organisation hiérarchique qui a été prévue d'une manière rigoureuse par le législateur.

La magistrature du travail. Le deuxième chapitre de la loi est consacré aux tribunaux du travail. Désormais, tous les conflits collectifs du travail sont soumis à une section spéciale des Cours d'appel fonctionnant comme magistrature.

Cette section comprend trois magistrats, un président et deux conseillers à la Cour. Des experts seront obligatoirement adjoints aux magistrats dans chaque cas. Ils seront désignés par le premier président de la Cour d'appel et choisis sur « une liste de citoyens versés dans les problèmes de la production et de la main-d'œuvre ». Cette liste sera révisée tous les deux ans.

Les associations syndicales légalement reconnues auront, seules, le pouvoir d'ester en justice. Elles représenteront alors tous les membres de la catégorie, inscrits ou non.

Mais l'article 13 précise que leur action n'est recevable qu'après avoir employé sans résultat tous les moyens de conciliation.

Le lock-out et la grève. Enfin, et c'est l'objet du dernier chapitre de la loi, « le lock-out et la grève sont interdits » (art. 18).

Des sanctions sévères frappent les patrons qui « sans motifs justifiés » suspendent le travail dans leurs établissements (amendes de 10.000 à 100.000 liras) : « Les employés et ouvriers qui, au nombre de « trois au plus, après s'être concertés, abandonnent « le travail, ou le poursuivent de façon à en troubler la continuité ou la régularité pour obtenir de « leurs patrons des conditions de travail différentes, « sont punis d'une amende de 100 à 1.000 liras. »

Ces dispositions sont renforcées à l'égard des fonctionnaires et du personnel des entreprises exerçant un service public : maximum de trois ans de prison pour les meneurs, d'un an pour les grévistes.

Avec la loi de 1926, une première étape est franchie. L'œuvre d'organisation et de pacification entreprise par le Fascisme a reçu la consécration légale. Un an après, avec la Charte du Travail, une nouvelle pierre allait être ajoutée à l'édifice corporatif.

LA CHARTE DU TRAVAIL.

Elle a pour objectif fondamental l'organisation du travail. Grâce à elle, déclarait alors M. Bottai, tous les citoyens groupés dans les organisations professionnelles sont incorporés dans l'Etat fasciste. Les intérêts touchant les plus humbles travailleurs, ceux

relatifs au contrat d'emploi et à celui du travail manuel se trouvent placés sur le même plan que les intérêts de l'entreprise économique, et font partie pour la première fois non seulement du droit privé, mais du droit public et plus précisément encore du droit constitutionnel.

« L'application des principes posés par la Charte, ajoute-t-il, appartient aux pouvoirs publics. Certes, le Conseil national des Corporations, d'accord avec le Ministère des Corporations, en tant qu'organe suprême du système organique et de la corporation intégrale qui s'identifie dans l'Etat collaborera à cette œuvre. »

* * *

La Charte du travail comprend quatre titres.

Organisation de l'Etat corporatif. Le premier est consacré à l'Etat corporatif et à son organisation. Il commence par trois définitions que l'on peut considérer comme les postulats de la doctrine fasciste.

La Nation, tout d'abord, y est définie comme un organisme ayant des fins et des moyens d'action supérieurs par leur puissance et leur durée à ceux des individus qui la composent. Elle constitue une unité morale, politique et économique qui, dans l'Etat fasciste, se réalise intégralement.

C'est ensuite la notion du travail considéré comme

un devoir social, qu'il soit intellectuel, technique ou manuel, qu'il s'agisse d'organisation ou d'exécution. C'est enfin la production dont le but doit être le bien-être des individus et le développement de la puissance nationale. Les articles suivants rappellent les principes de l'organisation syndicale du contrat collectif et de la magistrature du travail, principes déjà établis par la loi de 1926. On arrive ainsi à l'article VII, article extrêmement intéressant car il constitue l'un des fossés qui, dans certains endroits, séparent profondément la doctrine fasciste du socialisme.

Ce texte, en effet, maintient à l'initiative privée un rôle prépondérant dans le processus de la production. L'Etat n'interviendra que quand cette initiative fera défaut ou sera insuffisante ou lorsque les intérêts politiques de l'Etat seront en jeu.

Contrats collectifs du travail. Le deuxième titre de la Charte a pour objet les contrats collectifs de travail. Ils doivent être conclus, en principe, entre les associations syndicales du premier degré, mais les associations de degré supérieur ont la faculté de s'y substituer dans certains cas prévus par la loi.

L'objectif le plus important de ces conventions collectives est constitué par la détermination des salaires. Aucune règle générale n'est donnée pour cette appréciation qui doit se faire en tenant compte de trois éléments : les exigences de la vie des tra-

vaillleurs, l'état de la production et le rendement du travail. Ces éléments ne s'excluent pas les uns les autres, mais doivent, au contraire, se compléter. Toutefois, d'après une récente sentence de la Magistrature du travail, « la première condition doit toujours être respectée, afin d'assurer au travailleur un niveau de vie minimum ».

Les données relatives aux conditions de la production et du travail, à la situation du marché monétaire et aux variations du niveau de vie des travailleurs seront établies par les administrations publiques, par l'Institut central de Statistique et par les associations professionnelles légalement reconnues. Elles seront ensuite rassemblées et coordonnées par les services du Ministère des Corporations. Ce sont ces éléments qui fourniront le critère permettant de concilier les intérêts des différentes catégories et des diverses classes soit entre eux, soit avec l'intérêt supérieur de la production. La rétribution devra être effectuée sous la forme la mieux appropriée aux exigences de l'ouvrier et de l'entreprise.

Tels sont les principes qui vont servir à déterminer le « juste salaire ». Certains critiques se sont attachés à montrer le manque de précision de ces formules qui, selon eux, sont loin d'apporter aux salariés les mêmes garanties que le droit de grève. Il n'est pas douteux que toute détermination des salaires reste une question de fait soumise, en dernier ressort, à la Magistrature du Travail.

Est-ce à dire qu'avec ce système, la classe ouvrière soit forcément lésée ? Nous ne le pensons pas, et d'ailleurs les grèves sont-elles toujours si profitables aux salariés ?

Bureaux de placement. Les deux derniers titres de la Charte concernent l'institution de bureaux de placement, les organisations de prévoyance, d'assistance, d'instruction professionnelle.

Les employeurs devront embaucher leurs ouvriers par l'intermédiaire de bureaux de placement institués au siège des syndicats. Ces derniers devront s'efforcer de sélectionner les travailleurs en développant leur capacité technique et leur valeur morale.

Enfin, l'Etat fasciste s'engage à développer et à perfectionner les institutions de prévoyance, d'assistance, d'éducation professionnelle avec la collaboration des associations professionnelles.

La Charte du Travail est, avec la loi de 1926, l'un des documents fondamentaux de la doctrine fasciste. On lui a reproché son manque de précision. Sans doute est-elle surtout une affirmation de principes, mais ce caractère de généralité, qu'elle conserve, n'est-il pas indispensable à une déclaration qui doit servir de base à une foule d'institutions nouvelles ?

ETAT DE L'ORGANISATION SYNDICALE FASCISTE
A LA VEILLE DES CORPORATIONS.

Depuis 1926 jusqu'à la création des Corporations, l'organisation syndicale fasciste se développe en conservant la même physionomie.

A la veille de la loi de 1934, elle comprenait :

A la base, des associations de premier degré, ne dépassant pas le cadre de la province : « Associations syndicales », patronales et ouvrières et « unions » (ou « fédérations ») qui groupaient plusieurs associations syndicales de la même province.

Au-dessus, les associations supérieures comprenaient :

a) Au 2^e degré, des « Fédérations » qui pouvaient être communales, provinciales, régionales ou nationales.

b) Au 3^e degré, des « Confédérations » groupant plusieurs fédérations. Elles pouvaient être provinciales, régionales ou nationales. Le nombre de ces dernières avait été limité à treize : six pour les employeurs et six pour les salariés (industrie, agriculture, commerce, transports maritimes et aériens, transports terrestres et navigation intérieure, banques) plus une pour les artistes et les professions libérales.

c) Au sommet, enfin, deux « Confédérations générales » une pour les employeurs, une pour les travailleurs et les professions libérales.

La liaison entre l'ensemble de ces organisations et l'Etat était assurée par le « Ministère des Corporations » et le « Conseil national des Corporations » créés par un décret royal du 2 juillet 1926. Nous étudierons le fonctionnement de ces deux organes administratifs dans la deuxième partie.

Ainsi, dès 1926, on parle déjà des Corporations. Un Ministère et un Conseil sont même chargés des questions corporatives, mais à la base de l'organisation syndicale, il y a encore opposition entre les intérêts patronaux et ouvriers. La loi du 5 février 1934 va avoir pour but d'en opérer la fusion.

CHAPITRE DEUXIÈME

La Loi du 5 février 1934.

Quelques semaines avant la promulgation de la loi, le 13 janvier 1934, le Duce prononça devant le Sénat un discours par lequel il annonçait la nouvelle organisation corporative et en précisait les caractères. « L'économie corporative respecte le principe de la propriété privée. La propriété privée complète la personnalité humaine : c'est un droit, et si c'est un droit c'est aussi un devoir, à tel point que nous pensons que la propriété doit être entendue dans sa fonction sociale. Ce n'est donc pas la propriété passive, mais la propriété active, qui ne se limite pas à jouir des fruits de la richesse, mais qui les développe, les augmente, les multiplie.

« L'économie corporative respecte l'initiative individuelle. Dans la Charte du Travail, il est mentionné expressément que ce n'est que lorsque l'économie individuelle manque, qu'elle est inexistante ou insuffisante qu'intervient l'Etat. Un exemple évident, c'est que l'Etat seul, avec ses puissants moyens, peut bonifier la Campagne pontine. Le prin-

cipe corporatif introduit l'ordre même dans l'économie.

« S'il y a un phénomène qui doit être ordonné, qui doit être dirigé vers des buts déterminés, c'est précisément le phénomène économique, qui intéresse la totalité des citoyens.

« Ce n'est pas l'économie industrielle seule qui doit être disciplinée, mais également l'économie agricole (dans les moments faciles, quelques agriculteurs aussi ont déraillé), l'économie commerciale, la bancaire et jusqu'à l'artisanat.

« Comment cette discipline doit-elle se traduire dans les faits ? Par l'auto-discipline des catégories intéressées.

« Ce n'est qu'en un second moment, lorsque les catégories n'ont pas trouvé la voie de l'accord et de l'équilibre, que l'Etat peut intervenir, et qu'il en aura le droit souverain, même dans ce domaine, puisque l'Etat représente l'autre terme du binôme : le consommateur.

« La masse anonyme, qui n'est pas encadrée, en sa qualité de consommatrice, dans les organisations spéciales, doit être protégée par l'organe qui représente la collectivité des citoyens.

« A ce point, quelqu'un pourrait être amené à me demander : « Et si la crise finissait ? » Je réponds : « Surtout alors ! » Il ne faut pas se bercer d'illusions sur le cours rapide de cette crise. Les suites seront longues. Dans tous les cas, même si, d'aventure, il y avait demain une reprise économique générale,

et que l'on revînt aux conditions de « latitude » économique de 1914, que l'on a rappelées tout à l'heure, c'est alors surtout que la discipline serait nécessaire, parce que les hommes, qui oublient facilement, seraient incités à commettre de nouveau « les mêmes sottises », à répéter les mêmes folies.

« Cette loi, Messieurs les Sénateurs, est désormais entrée dans la conscience du peuple italien. Le peuple italien l'a montré ces jours-ci. Cet admirable peuple italien, laborieux, infatigable, économe, a donné à cette loi neuf milliards de voix qui valent une lire l'une. Il a montré, en même temps que vos discussions, que cette loi n'est pas une menace, mais une garantie ; qu'elle n'est pas un danger, mais un suprême salut. »

ETUDE DE LA LOI.

La loi du 5 février 1934 comprend quinze articles.

Les trois premiers ont pour objet la création de la Corporation, la nomination de son président et la composition de son Conseil.

La Corporation est instituée par décret du Chef du Gouvernement sur la proposition du Ministre des Corporations après avis du Comité corporatif central. Elle sera présidée par un Ministre, par un sous-Secrétaire d'Etat ou par le Secrétaire du parti fasciste après nomination par le Chef du Gouvernement. Une liaison étroite est maintenue ainsi entre l'économique et la politique, contact plus intime

encore puisque c'est M. Mussolini lui-même qui préside, actuellement du moins, chacune des Corporations.

Enfin, le décret déterminera le nombre des membres du Conseil corporatif et ceux de ses membres qui devront désigner chacune des associations reliées par la Corporation.

Dans les articles suivants, la loi prévoit la création de sections spéciales à l'intérieur d'une même corporation quand elle réunit des catégories d'entreprises diverses. Elle prévoit ensuite la convocation simultanée par le Chef du Gouvernement de deux ou plusieurs Corporations pour régler des questions intéressant des branches différentes de l'activité économique. Enfin, elle précise que la Corporation ne fait pas disparaître le syndicat mais qu'elle se superpose à lui. « Les Associations amalgamées par une Corporation deviennent autonomes dans le domaine syndical, mais continuent à adhérer à leurs confédérations respectives. »

Nous arrivons ainsi aux articles les plus importants de la loi, ceux qui déterminent les pouvoirs réglementaires de la Corporation.

D'après l'article 8, les Corporations auront la faculté d'établir « des normes pour le règlement collectif des rapports économiques et pour la discipline unitaire de la production ».

Le règlement collectif des rapports économiques, ce sont les contrats collectifs du Travail. Jusque-là,

ils étaient discutés et conclus par les syndicats ouvriers et patronaux. Désormais, la Corporation groupant toutes ces associations, il était rationnel de lui en confier les fonctions.

Il n'y a là que la consécration d'une tradition, mais la loi ajoute que la corporation établira aussi « des normes pour la discipline unitaire de la production ». Ce texte, très vague à dessein, accorde, en fait, à la Corporation un véritable pouvoir dictatorial en matière économique. Elle pourra fixer les salaires, déterminer les prix, les quantités à produire, surveiller la marche des entreprises existantes et même d'après M. Lescure, « veiller sur la création des entreprises nouvelles ». Mais comme le fait remarquer cet auteur : « la nouvelle loi avait d'ailleurs été précédée, sur ce point, par la loi du 12 janvier 1933 qui attribuait au Gouvernement le droit de soumettre au régime de l'autorisation préalable l'installation de nouveaux établissements industriels ainsi que l'agrandissement des établissements industriels déjà existants.

Et ces règles, ces « normes », auront le caractère absolu, impératif, d'une véritable loi. Il est vrai qu'une certaine restriction est apportée à ces larges pouvoirs dans un second paragraphe, qui exige que ces règlements soient proposés par le Ministre compétent et approuvés par le Chef du Gouvernement.

La production étant ainsi réglementée à l'intérieur des Corporations, des « accords » intervien-

dront entre elles pour assurer le contrôle de l'ensemble de l'activité économique. La loi prévoit non seulement des « accords inter-corporatifs » mais aussi des conventions entre associations reliées par une même corporation. Et cela se comprend très bien, puisque comme nous le verrons au chapitre suivant, une corporation représente un « cycle de production ».

Celle de la métallurgie, par exemple, qui est l'une des plus importantes de l'économie italienne, groupe l'industrie sidérurgique, les fonderies, la fabrication des machines industrielles, celle des automobiles, les constructions aéronautiques et bien d'autres. Des rapports constants existent entre ces entreprises diverses, il en sera de même entre certaines corporations. Les « accords » interviendront pour régler entre elles la circulation et l'échange des produits.

L'article 10 confirme les deux précédents en accordant à la Corporation « le pouvoir d'établir des tarifs s'appliquant aux prestations et aux services économiques ». Comme le fait remarquer M. Lescure : « La théorie des prix est assez délicate à établir sur une base aussi pauvre de précision » (1), le législateur fasciste a sans doute voulu, une fois de plus, réserver l'avenir.

Toutes les règles établies par les Corporations, qu'il s'agisse des « normes », des accords ou des tarifs, restent soumises à l'approbation de l'assem-

(1) J. Lescure, *Le nouveau régime corporatif italien*, p. 13.

blée générale du Conseil national des Corporations. Elles ne deviennent obligatoires qu'après leur publication, par décret du Chef du Gouvernement, dans le recueil officiel des lois et décrets du Royaume.

En cas d'infraction à ces règlements, on appliquera aux contrevenants les sanctions prévues par les dispositions législatives relatives aux contrats collectifs de travail.

Tels sont les pouvoirs réglementaires des Corporations. D'autres attributions leur sont données : des fonctions consultatives d'une part, un rôle conciliateur dans les conflits collectifs d'autre part.

En effet, en vertu de l'article 12 « la Corporation donnera son avis sur toutes les questions qui intéressent la branche d'activité économique pour laquelle elle est constituée, toutes les fois qu'elle en sera requise par les administrations compétentes ». Il appartiendra au Chef du Gouvernement de décider dans quel cas les administrations auront l'obligation ou la simple faculté de recourir à ces avis.

Le rôle conciliateur des Corporations s'exercera en matière de conflit collectif du travail. Un collège de conciliation sera formé, dans chaque cas particulier par le président de la Corporation. Les membres qui le composeront appartiendront à la Corporation elle-même et seront choisis « en ayant égard à la nature et à l'objet de chacun des conflits ».

* * *

Comme on le voit, la loi sur les corporations est extrêmement courte. Son texte est parfois assez vague, mais comme nous l'avons déjà fait remarquer, cette imprécision semble avoir été voulue par le législateur. Elle permettra d'appliquer dans l'avenir les principes posés par la loi avec toute la souplesse nécessaire.

L'APPLICATION DE LA LOI.

Les vingt-deux corporations. Le Comité corporatif central fut chargé de l'application de la loi.

Et tout d'abord se posait la question du critérium à adopter pour le groupement des diverses branches de la production en Corporations. Problème très délicat, puisque l'organisation corporative devait, d'une part, encadrer l'Economie italienne, en constituer l'armature et par conséquent avoir une certaine rigidité ; d'autre part, conserver assez de souplesse pour ne pas gêner le développement de l'activité économique.

Plusieurs systèmes pouvaient se concevoir, tels que : corporations de « catégories » basées sur le métier ou corporations de produits. De longues discussions et de nombreuses polémiques de presse en avaient fait ressortir les inconvénients dont le prin-

principal était une trop grande fragmentation de l'économie nationale.

Finalement, la notion du « cycle productif » a prévalu, et il a été décidé au cours de la séance du 9 mai 1934, d'établir vingt-deux corporations qui engloberaient chacune toute une branche de la production.

« La nouvelle Corporation va donc grouper toutes les activités concourant à une production déterminée, en allant des matières premières jusqu'à la vente des produits fabriqués en passant par les divers stades de la fabrication (1). »

Groupement rationnel car il facilitera les ententes entre les différents étages de la production, il évitera une trop grande division de l'organisation corporative et permettra un contrôle efficace de l'ensemble de l'activité économique. La corporation ainsi conçue n'est plus une armature étroite limitée au cadre du métier, elle le dépasse largement pour s'adapter à la complexité de l'économie moderne. Dans certains cas (corporation du 1^{er} groupe) elle ira même jusqu'à réunir à la fois des agriculteurs, des industriels et des commerçants.

« Théoriquement, le nombre des corporations pourrait être infini » (2). Mais la loi du 20 mars 1930 avait déjà fait du « conseil national » des corpora-

(1) Lescure, *op. cité*, p. 30.

(2) Anselmo Anselmi, *L'organisation syndicale et corporative en Italie*, dans : « Revue internationale du Travail » B. J. T., janvier 1935, p. 8.

tions l'organe régulateur et coordonnateur de tout le système ; et ce conseil comprenait sept sections correspondant aux grandes divisions syndicales : agriculture, industrie, commerce, banques, transports terrestres, transports maritimes et aériens, professions libérales.

Dans un long article publié par le *Lavoro fascista* (29 décembre 1934) M. Davide Fossa écrivait :

« Les corporations ne sont pas un remède passager à la crise. Elles établissent un principe et un système social productif et économique.

« Que personne ne se fasse d'illusions. Même dans l'éventualité d'une reprise économique, on ne pourra pas revenir en arrière, à un système où chacun agirait suivant son bon plaisir. La société moderne ne peut plus permettre à l'individu d'agir suivant son bon plaisir.

« De même, on ne saurait supposer que les corporations puissent servir à cristalliser, à stabiliser, à maintenir des positions de privilège ou qui ne s'inspireraient pas de l'équité ou de la justice... La corporation est un fait révolutionnaire et non bureaucratique, elle doit être une réalité vivante, non une théorie. »

Nous reproduisons ci-après la teneur des décrets qui instituent les corporations (1).

Les décrets du 29 mai 1934 créaient les corporations suivantes « pour des branches de la produc-

(1) D'après la revue *Sindacato e Corporazione*, vol LXi, n° 1, 1-30 juin 1934.

tion intéressant l'agriculture, l'industrie et le commerce ».

- 1^o Céréales ;
- 2^o Horticulture, floriculture et culture des fruits ;
- 3^o Viticulture ;
- 4^o Huile ;
- 5^o Betterave et sucre ;
- 6^o Elevage et pêche ;
- 7^o Bois ;
- 8^o Produits textiles.

Le nombre des membres des conseils était fixé de la manière suivante pour les diverses corporations : pour la corporation des céréales, 36 membres (dont 3 représentants du Parti fasciste, 7 représentants des employeurs et des travailleurs, respectivement, pour la production des céréales ; un représentant des employeurs et un des travailleurs pour l'industrie du battage ; 3 représentants des employeurs et des travailleurs respectivement, pour les industries de la minoterie, du riz, de la pâtisserie et des pâtes ; un représentant des employeurs et un des travailleurs pour la boulangerie ; 3 représentants des employeurs et 3 des travailleurs pour le commerce des céréales et des autres produits énumérés ci-dessus ; un représentant des coopératives de consommation ; un représentant des techniciens agricoles qui appartiennent, par ailleurs, aux professions libérales ; un représentant des artisans).

Pour la corporation de l'horticulture, floriculture et culture des fruits, 32 membres ; pour celle de la viticulture 32 également ; pour celle de l'huile (olivettes, oliveries, etc.) 25 ; pour celle des betteraves et sucre, 15 ; pour l'élevage et la pêche, 42 ; pour la corporation du bois, 33 ; pour celle des produits textiles, 52.

Les décrets du 9 juin 1934 créaient les « corporations pour des branches intéressant l'industrie et le commerce » :

- 9^o Métallurgie et mécanique ;
- 10^o Produits chimiques ;
- 11^o Vêtement ;
- 12^o Papier et imprimerie ;
- 13^o Bâtiment ;
- 14^o Eau, gaz, électricité.
- 15^o Industries extractives ;
- 16^o Verre et céramique ;

Le conseil de la Corporation de la métallurgie et de la mécanique compte 67 membres (outre le président), dont 3 représentants du Parti fasciste, 3 représentants des employeurs et des travailleurs (respectivement) pour l'industrie sidérurgique ; 2 représentants des employeurs et 2 des travailleurs pour les autres industries métallurgiques ; 5 représentants des employeurs et 5 des travailleurs pour les industries de construction de moyens de transports (automobiles, motocyclettes, avions, matériel pour les chemins de fer et tramways, constructions

navales) ; 2 représentants des employeurs et 2 des travailleurs pour la construction de machines et appareils de T. S. F. et pour la production, la transformation et l'utilisation de l'énergie électrique ; 3 représentants des employeurs et 3 des travailleurs pour l'industrie de la construction des machines et appareils à usage industriel et agricole ; 4 représentants des employeurs et 4 des travailleurs pour l'industrie des constructions, le travail des métaux, fonderies et installations ; 2 représentants des employeurs et 2 des travailleurs pour l'industrie de fabrication d'instruments d'optique et de mesure, la mécanique de précision et les armes ; un représentant des employeurs et un des travailleurs pour l'industrie des produits en caoutchouc à usage industriel ; un représentant des employeurs et un des travailleurs pour l'industrie des produits en cuir à usage industriel ; un représentant des employeurs et un des travailleurs pour l'industrie des câbles et cordons isolants ; un représentant des employeurs et un des travailleurs pour les orfèvres et les bijoutiers ; 5 représentants des employeurs et 5 des travailleurs pour le commerce de tous les produits mentionnés ci-dessus ; un représentant des ingénieurs (appartenant aux professions libérales) ; 2 représentants des artisans ; un représentant des sociétés agricoles coopératives.

Selon des schémas en tous points analogues se composent les conseils des corporations du bâtiment (26 membres) ; du vêtement (44 membres) ; du

verre et de la céramique (27 membres) ; des produits chimiques (60 membres) ; du papier et imprimerie (28 membres) ; des industries extractives (27 membres) ; de l'eau, gaz, électricité (19 membres).

Le 23 juin 1934, enfin, paraissaient les décrets instituant les « corporations pour les branches d'activité fournissant des services » :

17^o Prévoyance et crédit avec trois sections :

- a) banques,
- b) instituts d'épargne et de droit public,
- c) assurances.

18^o Professions libérales et arts avec quatre sections :

- a) professions juridiques,
- b) professions médicales,
- c) professions techniques,
- d) arts.

19^o Transports maritimes et aériens ;

20^o Communications intérieures avec quatre sections :

- a) chemins de fer, tramways et navigation intérieure,
- b) transports automobiles,
- c) auxiliaires du trafic,
- d) communications téléphoniques, radio-télégraphiques et télégraphiques.

21^o Spectacles.

22^o Hôtellerie ;

(L'avant-dernière corporation existait déjà depuis

le 6 décembre 1930 et n'a été que réorganisée conformément aux dispositions de la loi du 5 février 1934).

Pour ce groupe de corporation le nombre de membres composant leurs conseils est respectivement de :

- 46 pour la prévoyance et le crédit,
- 36 pour les professions libérales,
- 22 pour les transports maritimes et aériens,
- 40 pour les communications intérieures,
- 30 pour la corporation des spectacles.
- 18 pour l'hôtellerie,

Chaque corporation, d'après la loi du 5 février 1934 est un organe de l'Etat. Elle ne possède pas la personnalité juridique. Ses fonctions sont : d'édifier des normes générales régissant le travail, d'aplanir les différends qui pourraient surgir entre les syndicats qu'elle groupe ; de régler le conflit de travail ; de susciter, d'encourager et, le cas échéant, de subventionner toutes les initiatives tendant à coordonner et à perfectionner l'organisation de la production ; de créer des bureaux de placement obligatoires ; de procéder, en dernier ressort, à la conciliation des différends collectifs du travail avant que ceux-ci soient déférés à la Magistrature du Travail.

Le Conseil de conciliation (prévu par l'art. 13 de la loi du 5 février 1934) est composé d'un président choisi parmi les membres qui n'appartiennent pas aux catégories professionnelles réunies dans la dite corporation, et de deux membres dont l'un repré-

sente les employeurs et l'autre les travailleurs, tous les deux étant nommés par le président de la corporation (M. Mussolini).

L'association syndicale qui demande au Conseil de conciliation d'intervenir doit présenter un procès-verbal prouvant l'échec de la tentative de conciliation entre les associations syndicales compétentes.

Au Conseil de conciliation sont adjoints un fonctionnaire du Secrétariat général du Conseil national des corporations et un fonctionnaire du service du travail auprès du Ministère des Corporations.

Le procès-verbal concernant la tentative de conciliation sera rédigé par les soins du fonctionnaire délégué par le Secrétariat du Conseil national des Corporations et signé par les parties en cause ainsi que par les membres du Conseil de conciliation et les fonctionnaires adjoints.

La présidence de toutes les corporations est assurée, actuellement du moins, par Mussolini lui-même. Tâche écrasante qui montre bien l'intérêt du Chef du Gouvernement italien pour l'organisation corporative.

Les membres des conseils sont nommés par décret ministériel sur désignation des associations syndicales groupées des employeurs et des travailleurs pour ceux qui représentent, selon le « principe paritaire » ces deux classes ; sur désignation de l'Institut national de la coopération pour les représentants des coopératives et enfin sur désignation du Secrétaire du Parti fasciste pour les représentants de ce dernier

qui, au nombre de trois, font partie de chacune des vingt-deux corporations ; un des représentants du Parti étant chargé de remplacer le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Les membres des conseils des corporations qui représentent les associations syndicales doivent appartenir aux catégories professionnelles qu'ils sont appelés à représenter ou être des dirigeants de syndicats (fonctionnaires nommés par le Gouvernement). En principe, leurs fonctions sont gratuites.

Le président d'une corporation peut inviter à prendre part aux séances du Conseil de la corporation des ministres et des sous-secrétaires d'Etat, des experts pour les questions syndicales ou techniques, des directeurs généraux et des chefs de service des diverses administrations de l'Etat.

Toutes les corporations ont leur siège à Rome, au Ministère des Corporations.

Nous indiquons dans les tableaux ci-après la structure interne des différentes corporations.

TABLEAU DES CORPORATIONS ITALIENNES ET STRUCTURE INTERNE

GROUPE I

1. CORPORATION DES CÉRÉALES.

a) Culture des céréales	7 E.	7 S. (1)
b) Industrie du battage	1 E.	1 S.
c) Industrie de la minoterie, du riz et des pâtes.	3 E.	3 S.
d) Boulangerie	1 E.	1 S.
e) Commerce des céréales et des produits des dites industries	3 E.	3 S.
f) Techniciens agricoles	} 1 représentant pour chaque (2)	
g) Coopératives		
h) Artisans		

2. CORPORATION DE L'HORTICULTURE, DE LA FLORICULTURE ET DES FRUITS.

a) Culture maraîchère des fleurs et des fruits ...	6 E.	6 S.
b) Industrie des conserves alimentaires, de lé- gumes	2 E.	2 S.
c) Industrie des fleurs et des parfums	2 E.	2 S.
d) Commerce des légumes, des fleurs, des fruits et de leurs dérivés	3 E.	3 S.
e) Techniciens agricoles	} 1 représentant pour chaque	
f) Chimistes		
g) Coopératives		

3. CORPORATION VITICOLE ET VINICOLE.

a) Viticulture	6 E.	6 S.
b) Industries œnologiques	2 E.	2 S.

(1) E. : Représentants des employeurs ; S. : Représentants des salariés.

(2) Dans chaque corporation, se trouvent 3 membres du parti fasciste en plus des représentants énumérés.

c) Brasserie et industries connexes	1 E.	1 S.
d) Industrie de l'alcool de 2 ^e catégorie	1 E.	1 S.
e) Commerce du vin, des liqueurs, des alcools ...	3 E.	3 S.
f) Techniciens agricoles	} 1 représentant pour chaque	
g) Chimistes		
h) Coopératives		

4. CORPORATION DE L'HUILE.

a) Culture de l'olivier et des autres plantes oléagineuses	5 E.	5 S.
b) Industrie de l'huile d'olive	2 E.	2 S.
c) Industrie de l'huile de graines	1 E.	1 S.
d) Industrie de l'huile au sulfure	1 E.	1 S.
e) Commerce des produits oléagineux	1 E.	1 S.
f) Techniciens agricoles	} 1 représentant pour chaque	
g) Chimistes		

5. CORPORATION DE LA BETTERAVE ET DU SUCRE.

a) Culture de la betterave	2 E.	2 S.
b) Industrie sucrière	1 E.	1 S.
c) Industrie de l'alcool	1 E.	1 S.
d) Commerce du sucre et de l'alcool	1 E.	1 S.
e) Techniciens agricoles	} 1 représentant pour chaque	
f) Chimistes		

6. CORPORATION DE LA ZOOTECHNIE ET DE LA PÊCHE.

a) Elevage du bétail, pâturage, pisciculture ...	8 E.	8 S.
b) Industrie de la pêche	2 E.	2 S.
c) Industrie du lait de consommation directe ...	1 E.	1 S.
d) Industrie des dérivés du lait	2 E.	2 S.
e) Industrie de la viande et des conserves alimentaires	2 E.	2 S.
f) Commerce du bétail	1 E.	1 S.
g) Commerce du lait et de ses dérivés	2 E.	2 S.
h) Vétérinaires	} 1 représentant pour chaque	
i) Laiteries coopératives		
j) Coopératives de pêcheurs		

7. CORPORATION DU BOIS.

<i>a)</i> Industrie du bois	2 E.	2 S.
<i>b)</i> Transformation première du bois	2 E.	2 S.
<i>c)</i> Industrie du meuble et des objets d'ameublement domestique	2 E.	2 S.
<i>d)</i> Industries des portes et fenêtres, planchers et parquets	1 E.	1 S.
<i>e)</i> Industrie du liège	1 E.	1 S.
<i>f)</i> Fabrications variées	2 E.	2 S.
<i>g)</i> Commerce des produits des industries sus-nommées	3 E.	3 S.
<i>h)</i> Techniciens forestiers	} 1 représentant pour chaque	
<i>i)</i> Artistes		
<i>j)</i> Artisans		

8. CORPORATION DU TEXTILE.

<i>a)</i> Industrie cotonnière	3 E.	3 S.
<i>b)</i> Elevage du mouton	1 E.	1 S.
<i>c)</i> Industrie de la laine	2 E.	2 S.
<i>d)</i> Elevage des vers à soie	1 E.	1 S.
<i>e)</i> Culture des muriers	1 E.	1 S.
<i>f)</i> Industrie du dévidage de la soie et du moulage	1 E.	1 S.
<i>g)</i> Tissage de la soie	1 E.	1 S.
<i>h)</i> Filature de la soie artificielle	1 E.	1 S.
<i>i)</i> Tissage de la soie artificielle	1 E.	1 S.
<i>j)</i> Culture du lin et du chanvre	2 E.	2 S.
<i>k)</i> Industrie du lin et du chanvre	1 E.	1 S.
<i>l)</i> Industrie du jute	1 E.	1 S.
<i>m)</i> Teinturerie et impression des tissus	2 E.	2 S.
<i>n)</i> Industrie des tapis et articles similaires	1 E.	1 S.
<i>o)</i> Commerce du coton, de la laine et de tous les produits textiles, commerce en détail de ces produits	3 E.	3 S.
<i>p)</i> Techniciens agricoles	} 1 représentant pour chaque	
<i>q)</i> Chimistes		
<i>r)</i> Artistes		
<i>s)</i> Artisans		
<i>t)</i> Séchoirs coopératifs		

GROUPE II

9. CORPORATION DE LA MÉTALLURGIE ET DE LA MÉCANIQUE.

<i>a)</i> Industrie sidérurgique	3 E.	3 S.
<i>b)</i> Autres industries métallurgiques	2 E.	2 S.
<i>c)</i> Fonderies	1 E.	1 S.
<i>d)</i> Industrie automobile, aviation, cyclisme ...	3 E.	3 S.
<i>e)</i> Industrie du caoutchouc.....	1 E.	1 S.
<i>f)</i> Industrie du cuir pour usage industriel	1 E.	1 S.
<i>g)</i> Industrie du matériel pour voies ferrées ...	1 E.	1 S.
<i>h)</i> Constructions navales	1 E.	1 S.
<i>i)</i> Industrie des machines industrielles	1 E.	1 S.
<i>j)</i> Industrie des machines agricoles	1 E.	1 S.
<i>k)</i> Industrie des machines électriques	1 E.	1 S.
<i>l)</i> Industrie des produits accessoires de l'indus- trie électrique.....	1 E.	1 S.
<i>m)</i> Industrie des appareils radiotéléphoniques et télégraphiques	1 E.	1 S.
<i>n)</i> Industrie de la mécanique de précision et des appareils optiques et sanitaires	2 E.	2 S.
<i>o)</i> Industrie des armes.....	1 E.	1 S.
<i>p)</i> Charpentes métalliques	1 E.	1 S.
<i>q)</i> Coutellerie.....	1 E.	1 S.
<i>r)</i> Orfèvrerie	1 E.	1 S.
<i>s)</i> Mécanique diverse	1 E.	1 S.
<i>t)</i> Commerce des métaux, des machines, des au- tomobiles, cycles, accessoires et produits voisins de l'or, de l'argent, d'articles di- vers	5 E.	5 S.
<i>x)</i> Ingénieurs.....	1	représentant
<i>y)</i> Artisans	2	—
<i>z)</i> Consortiums agraires et coopératives	1	—

10. CORPORATION DE LA CHIMIE.

<i>a)</i> Industrie des acides inorganiques, des sels, du chlore et des produits chimiques pour l'a- griculture	4 E.	4 S.
<i>b)</i> Industrie des acides organiques, des produits chimiques et inorganiques	3 E.	3 S.
<i>c)</i> Industrie des explosifs	1 E.	1 S.

<i>d)</i> Industrie du phosphore et des allumettes ...	1 E.	1 S.
<i>e)</i> Industrie des matériaux plastiques.....	1 E.	1 S.
<i>f)</i> Industrie des colorants synthétiques, des produits synthétiques pour photographie	2 E.	2 S.
<i>g)</i> Industrie des couleurs minérales, des vernis, encres, cirages et pelleterie	2 E.	2 S.
<i>h)</i> Industrie des gaz comprimés	1 E.	1 S.
<i>i)</i> Industrie des savons, de la stéarine, glycérine.	2 E.	2 S.
<i>j)</i> Industrie des produits tannants	1 E.	1 S.
<i>k)</i> Tanneries	1 E.	1 S.
<i>l)</i> Industries des huiles synthétiques et de la parfumerie	2 E.	2 S.
<i>m)</i> Industrie des huiles minérales	1 E.	1 S.
<i>n)</i> Distillation du goudron et dérivés	1 E.	1 S.
<i>o)</i> Industrie pharmaceutique	1 E.	1 S.
<i>p)</i> Commerce des produits chimiques	3 E.	3 S.
<i>q)</i> Chimistes	} 1 représentant pour chaque	
<i>r)</i> Pharmaciens		
<i>s)</i> Consortiums agraires		

11. CORPORATION DU VÊTEMENT.

<i>a)</i> Industrie du vêtement	3 E.	3 S.
<i>b)</i> Industrie de la fourrure	1 E.	1 S.
<i>c)</i> Chapellerie	2 E.	2 S.
<i>d)</i> Chaussures, cordonnerie et objets de cuir pour l'usage personnel	2 E.	2 S.
<i>e)</i> Ganterie	1 E.	1 S.
<i>f)</i> Objets de caoutchouc pour l'habillement ...	1 E.	1 S.
<i>g)</i> Bonneterie	2 E.	2 S.
<i>h)</i> Dentelles, broderies, rubans, tissus élastiques et passementerie	2 E.	2 S.
<i>i)</i> Industrie des boutons	1 E.	1 S.
<i>j)</i> Diverses productions pour l'habillement	1 E.	1 S.
<i>k)</i> Parapluies et ombrelles	1 E.	1 S.
<i>l)</i> Commerce des industries du vêtement	3 E.	3 S.
<i>m)</i> Artisans	1 représentant	

12. CORPORATION DU PAPIER ET DE L'IMPRIMERIE.

<i>a)</i> Industrie du papier	2 E.	2 S.
<i>b)</i> Cartonnage	1 E.	1 S.
<i>c)</i> Industrie polygraphique et similaire	2 E.	2 S.
<i>d)</i> Editions	1 E.	1 S.
<i>e)</i> Journaux.....	2 E.	2 S.

- | | | |
|--|----------------|------|
| <i>f)</i> Artistes (auteurs, écrivains, musiciens, beaux-arts, journalistes) | 2 E. | 2 S. |
| <i>g)</i> Commerce | 2 E. | 2 S. |
| <i>h)</i> Artisans | 1 représentant | |

13. CORPORATION DU BATIMENT.

- | | | |
|---|------|-------------------------------|
| <i>a)</i> Industrie de la construction | 3 E. | 3 S. |
| <i>b)</i> Industrie du matériel de construction, blocs ciment | 1 E. | 1 S. |
| <i>c)</i> Industrie du ciment, de la chaux et du plâtre. | 1 E. | 1 S. |
| <i>d)</i> Industrie des matériaux réfractaires | 1 E. | 1 S. |
| <i>e)</i> Commerce des matériaux de construction ... | 2 E. | 2 S. |
| <i>f)</i> Propriété immobilière | 1 E. | 1 S. |
| <i>g)</i> Ingénieurs | } | 1 représentant
pour chaque |
| <i>h)</i> Architectes | | |
| <i>i)</i> Géomètres | | |
| <i>j)</i> Coopératives | | |
| <i>k)</i> Artisans | | |

14. CORPORATION DE L'EAU, DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ.

- | | | |
|---|------|-------------------------------|
| <i>a)</i> Industrie de l'eau | 2 E. | 2 S. |
| <i>b)</i> Industrie du gaz | 2 E. | 2 S. |
| <i>c)</i> Industrie électrique | 3 E. | 3 S. |
| <i>d)</i> Ingénieurs | } | 1 représentant
pour chaque |
| <i>e)</i> Consortiums et coopératives | | |

15. CORPORATION DES INDUSTRIES EXTRACTIVES.

- | | | |
|---|------|-------------------------------|
| <i>a)</i> Industrie des minéraux métalliques | 2 E. | 2 S. |
| <i>b)</i> Industrie du soufre et des pyrites | 2 E. | 2 S. |
| <i>c)</i> Industrie des combustibles fossiles | 1 E. | 1 S. |
| <i>d)</i> Industrie des carrières (marbre, granit, pierre) .. | 2 E. | 2 S. |
| <i>e)</i> Travail du marbre et de la pierre | 1 E. | 1 S. |
| <i>f)</i> Commerce des produits des industries sus in-
diquées | 2 E. | 2 S. |
| <i>g)</i> Ingénieurs | } | 1 représentant
pour chaque |
| <i>h)</i> Artisans | | |

16. CORPORATION DU VERRE ET DE LA CÉRAMIQUE.

- | | | |
|---|------|------|
| <i>a)</i> Industrie des céramiques artistiques, porce-
laines, grès, etc... .. | 2 E. | 2 S. |
| <i>b)</i> Industrie des bouteilles | 1 E. | 1 S. |

c) Industrie du verre blanc.....	1 E.	1 S.
d) Industrie des vitres	1 E.	1 S.
e) Industrie des miroirs et des cristaux	1 E.	1 S.
f) Industrie du verre scientifique	1 E.	1 S.
g) Industrie du verre artistique et de la verrote- rie	1 E.	1 S.
h) Industrie des ampoules électriques.....	1 E.	1 S.
i) Commerce des produits des industries ci-des- sus	2 E.	2 S.
j) Artisans	} 1 représentant pour chaque	
k) Coopératives.....		

GROUPE III

17. CORPORATION DE LA PRÉVOYANCE ET DU CRÉDIT.

a) *Section des banques.*

Le Gouverneur de la Banque d'Italie.

Le Président de l'Institut de Reconstruction in-
dustrielle.

Le Président de l'Institut mobilier italien.

Instituts de Crédit ordinaire	2	représentants
Banques de province	2	—
Instituts financiers	1	—
Banquiers privés	1	—
Maisons et commissionnaires en bourse et chan- geurs	1	—
Dirigeants de banques	1	—
Personnel des banques	7	—

b) *Section des Instituts d'Épargne et de droit public.*

Les membres de droit de la section des banques.

Caisses d'épargne ordinaires	4	représentants
Instituts soumis à la vigilance du Ministre des Finances	2	—
Instituts spéciaux de crédit agricole	1	—
Monts de pitié de 1 ^{re} et 2 ^e catégorie	1	—
Travailleurs dépendant d'organismes de droit public	1	—
Banques populaires coopératives	1	—
Caisses rurales	1	—
Dépendants de Caisses rurales et de Banques po- pulaires	2	—

c) *Section de l'assurance.*

Le Président de l'Institut national des assurances.

Le Président de l'Institut national fasciste des assurances contre les accidents.

Le Président de l'Institut national fasciste de la Prévoyance sociale.

Entreprises privées autorisées à exercer les assurances	2	représentants
Dirigeants des entreprises d'assurances	1	—
Dépendants des entreprises d'assurances	3	—
Agences d'assurance	1	—
Personnel des agences d'assurance	1	—
Travailleurs non encadrés	1	—

18. CORPORATION DES PROFESSIONS LIBÉRALES ET DES ARTS.

a) *Professions judiciaires.*

Avocats et avoués	3	représentants
Docteurs ès sciences économiques	1	—
Notaires	1	—
Défenseurs officieux (<i>patrocinatori-legali</i>)	1	—
Experts commerciaux	1	—
Comptables	1	—

b) *Professions médicales.*

Médecins	2	représentants
Pharmaciens	1	—
Vétérinaires	1	—
Infirmiers	1	—
Sages-femmes	1	—

c) *Professions techniques.*

Ingénieurs	2	représentants
Architectes	1	—
Techniciens agricoles	2	—
(L'un docteur ès sciences agronomiques, et l'autre expert en agriculture).		
Géomètres	1	—
Chimistes	1	—

d) *Arts.*

Auteurs et écrivains	2	représentants
Beaux-arts	2	—
Architectes	1	—

Journalistes	1	—
Musiciens	1	—
Professeurs privés	1	—
Artisanat	2	—
Commerce de l'art ancien et moderne et des produits de l'artisanat	2	—
(1 pour les employeurs, 1 pour les salariés).		

19. CORPORATION DE LA MER ET DE L'AIR.

a) Marine pour le transport des passagers	4 E.	4 S.
b) Marine pour le transport des marchandises ..	2 E.	2 S.
c) Marine à voile	1 E.	1 S.
d) Transports aériens	2 E.	2 S.
e) Coopératives	1	représentant

20. CORPORATION DES COMMUNICATIONS INTÉRIEURES.

a) *Section des chemins de fer, des tramways et de la navigation intérieure.*

Chemins de fer	2 E.	2 S.
Tramways hors de ville et en ville	2 E.	2 S.
Ascenseurs, téléphériques, funiculaires	2 E.	2 S.
Navigation intérieure	1 E.	1 S.

b) *Section des transports automobiles.*

Services automobiles de ligne	2 E.	2 S.
Service de remises	1 E.	1 S.
Service de taxis	1 E.	1 S.
Service de camions	1 E.	1 S.

c) *Section des auxiliaires du trafic.*

Expéditeurs	1 E.	1 S.
Activité des ports	1 E.	1 S.
Transports par chevaux	1 E.	1 S.
Activités complémentaires du trafic	1 E.	1 S.
Coopératives	1	représentant

d) *Section des communications par télé- phone et par radio*

2 E. 2 S.

21. CORPORATION DU SPECTACLE.

Le Président de la Société des Auteurs.

Le Président de l'Institut « Luce ».

Le Président de l' « Opera nazionale del Dopo-lavoro ».

Editeurs	2 représentants
Auteurs dramatiques	1 représentant
Musiciens	1 —
Industrie du théâtre	3 E. 3 S.
Industrie du cinématographe	2 E. 2 S.
Industries connexes	1 E. 1 S.
Transmissions par radio	1 E. 1 S.
Organisations sportives	1 E. 1 S.

22. CORPORATION DE L'HÔTELLERIE.

Un représentant du Commissariat du Tourisme.

Hôtels et pensions	2 E. 2 S.
Bureaux et agences de voyages.....	1 E. 1 S.
Débts publics en général (restaurants, cafés, etc.)	2 E. 2 S.
Etablissements hydroclimatiques et thermaux .	1 E. 1 S.
Maisons de santé privées	1 E. 1 S.
Médecins	1 représentant

L'un des points les plus originaux du système est la représentation « paritaire ». Employeurs et salariés vont se trouver représentés en nombre égal dans les Conseils corporatifs. C'est la réalisation d'un des principes fondamentaux de la doctrine fasciste : la collaboration des classes organisées. Jusque-là, les groupements professionnels de patron et d'ouvriers étaient restés distincts, maintenant, la fusion est opérée. Mais cette représentation n'est peut-être « paritaire » que de nom. Nous verrons, en effet, en étudiant dans la 2^e partie la composition des différents conseils, que le salariat est souvent représenté non pas par de véritables ouvriers mais par des avocats, des professeurs et même par des ingénieurs !

Le fonctionnement des Conseils corporatifs se fera conformément au règlement du Conseil national des Corporations. On a prévu non seulement le vote individuel, mais aussi des votes collectifs par groupe. On a cherché à éviter par ce moyen que les entreprises ayant une nombreuse représentation n'aient une suprématie certaine au sein du Conseil.

C'est ainsi que pour la Corporation de l'élevage et de la pêche notamment, le 1^{er} groupe constitué par le pâturage, l'élevage du bétail et la pisciculture et disposant de seize représentants n'aura pas plus de poids dans un vote collectif que l'industrie du lait qui n'en dispose que de deux. Le règlement ne détermine d'ailleurs pas d'une manière très précise les cas où le vote collectif devra intervenir.

Le Conseil national des corporations est chargé (par la loi de mars 1930) d'établir des normes pour la réglementation des « rapports économiques collectifs » entre les diverses catégories professionnelles représentées par leurs syndicats respectifs. Cette fonction, qui est l'aboutissement d'un principe déjà énoncé par la déclaration VI de la Charte du Travail, forme le « trait d'union » entre la sphère des rapports collectifs du travail purs et simples et celle des rapports économiques proprement dits : elle donne donc à la corporation un pouvoir de commandement dans le domaine de l'économie nationale.

Le 30 mars 1935, le Conseil des Ministres approuvait « sur la proposition du Chef du Gouvernement, ministre des Corporations » un projet de loi défi-

nissant « les attributions du Comité corporatif central ». Voici comment s'exprimait le communiqué reproduit par tous les journaux italiens (du 31 mars 1935) :

« La constitution des Corporations a mis en évidence la nécessité d'attribuer au Comité corporatif central des fonctions plus vastes que celles que prévoyait l'article 15 de la loi du 30 mars 1930. Tandis qu'aux termes de cette loi le Comité corporatif pouvait se substituer à l'assemblée dans les cas d'urgence, pour toutes les délibérations excepté celles qui concerneraient les normes et les accords économiques, la nouvelle loi du 5 février 1934 requiert à son tour l'approbation par l'assemblée générale du Conseil, des normes et des tarifs élaborés par les Corporations.

Or, le Comité corporatif central est un organe essentiellement politique qui synthétise et harmonise les plus hautes représentations du Gouvernement, du Parti fasciste et des forces économiques. Aussi a-t-il déjà rendu des services éminents pendant la phase constructive du système ; et il est destiné à diriger et à coordonner l'activité des différentes corporations dans le cadre général des intérêts nationaux. D'autre part, l'intervention d'un organisme plus large et plus nombreux — tel que l'assemblée générale du Conseil — chaque fois qu'il s'agirait d'approuver un acte des corporations, ne pourrait que ralentir et empêcher l'activité corporative. Le projet de loi que le Conseil des Ministres vient

d'adopter a pour but d'enlever cet obstacle en élargissant les limites que les lois précédentes posaient aux fonctions du Comité corporatif et en précisant qu'aucune limite n'existera plus même à l'égard des normes et des tarifs stipulés par les Corporations.

La loi sera constituée d'un article unique formulant précisément les nouveaux pouvoirs très étendus du Comité pour toutes délibérations en ne les soumettant à l'autorisation que dans le cas où il plaira au Chef du Gouvernement de lui accorder ou de lui refuser.

Le Comité aura aussi le droit d'introduire des amendements aux accords proposés par les corporations ou d'y ajouter des clauses nouvelles en obligeant les corporations à les accepter.

Nous avons vu en étudiant la loi du 5 février 1934 qu'elle n'avait pas supprimé les syndicats fascistes. Ils vont, au contraire constituer désormais la base du nouveau système corporatif.

Une refonte de l'organisation syndicale s'imposait néanmoins pour coordonner l'ensemble des deux institutions. Elle a été réalisée par les décrets du 16 août 1934.

Les treize grandes confédérations ont été réduites à neuf. Le principe de leur organisation, c'est-à-dire un nombre égal de confédérations patronales et de confédérations ouvrières, est resté le même.

Elles se répartissent désormais ainsi :

Agriculture	{	Confédération des agriculteurs. Confédération des travailleurs de l'agriculture.
Industrie	{	Confédération des industriels, Confédération des travailleurs de l'industrie.
Commerce	{	Confédération des commerçants, Confédération des travailleurs du commerce.
Crédit et assurance	{	Confédération des instituts de crédit d'assurance, Confédération des employés.

Confédération des professions libérales.

Un décret ministériel du 20 juin 1934 (1) modifiait les cadres de certaines catégories professionnelles.

A. — Les fermiers qui cultivent le fonds loué, aidés seulement des membres de leurs familles, ainsi que les propriétaires de bestiaux qui n'emploient qu'exceptionnellement une main-d'œuvre salariée seront désormais inscrits à la Confédération nationale fasciste des agriculteurs.

B. — Les éleveurs de bétail et les petits propriétaires seront inscrits à la Confédération nationale des Syndicats fascistes agricoles.

C. — Les propriétaires de barques sans moteurs et ne jaugeant pas plus de 10 tonneaux ; les charretiers et cochers ; les barbiers, même si en plus ils prennent un commerce de parfumerie, seront inscrits à la Fédération fasciste autonome des Artisans d'Italie.

(1) *Sindacato e Corporazione*, vol. LXII, n° 1-2, juillet-août 1934.

Et d'autres retouches analogues sont édictées pour la Confédération et les syndicats du commerce comme aussi pour la Confédération du Crédit et de l'Assurance.

Un autre décret du 17 juillet 1934 transfère de l'Agriculture à l'Industrie les paysans qui louent à leurs voisins des machines agricoles.

Le nombre des associations syndicales juridiquement reconnues est tombé de 1.805 à 1.209, dont 1.052 affiliées à la confédération des personnes exerçant une profession libérale et des artistes.

Les fédérations patronales organisées en vue d'une fonction économique (plutôt que strictement « professionnelle ») étaient plus sélectionnées, tandis que les fédérations ouvrières appelées — du moins jusqu'en 1934 — à jouer un rôle presque exclusivement syndical tendaient à grouper des masses.

« Le fonctionnement des corporations », écrivait M. A. Anselmi, directeur général au Ministère des Corporations, en janvier 1935 (1), « permettra de constater si la parité absolue est nécessaire, et alors il sera facile d'apporter à la structure des fédérations patronales ou ouvrières les modifications qui s'imposeraient. »

Les décrets d'août 1934 ont précisé le rôle de ces confédérations. Il consiste surtout dans la représentation des intérêts généraux des associations syndicales. En conséquence, les confédérations devront

(1) *Revue internationale du travail*, vol. XXXI, n° 1.

coordonner l'activité de ces associations, en contrôler la gestion financière, constituer des services d'intérêt commun et en assurer le fonctionnement.

Comme le fait remarquer très justement M. Lescure, il eut « sans doute mieux valu sacrifier les Confédérations à la Corporation, qui règle notamment désormais les conditions de travail et le taux des salaires.

« Cette superposition d'organes pourrait bien, en effet, amener des troubles de fonctions ou des conflits de compétence » (1).

Il n'est pas douteux d'ailleurs, que cette dualité d'institutions ne soit appelé à disparaître dans un avenir prochain.

Alors, le régime corporatif aura atteint son complet développement. Mais il est intéressant d'en étudier le fonctionnement dans son état actuel et aussi les réalisations déjà obtenues.

Tel va être le double objet de notre deuxième partie.

(1) J. Lescure, *op. cité*, p. 35.

DEUXIÈME PARTIE

**Le Régime corporatif
en action.**

Dans cette deuxième partie, nous allons étudier successivement :

CHAPITRE PREMIER : *Le fonctionnement des différents organes corporatifs.*

CHAPITRE DEUXIÈME : *Le rôle conciliateur des Corporations.*

CHAPITRE TROISIÈME : *La lutte contre le chômage.*

CHAPITRE QUATRIÈME : *Les œuvres d'assistance sociale. Le Dopolavoro.*

CHAPITRE PREMIER

Fonctionnement des différents organes corporatifs.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les événements qui se sont passés ces dernières années sur le « front corporatif ». En outre, une telle énumération ne donnerait qu'une idée confuse de l'activité du régime corporatif italien, aussi est-il préférable de ne montrer que quelques exemples typiques qui feront mieux saisir le « climat particulier » dans lequel évolue le régime.

Nous étudierons tout d'abord le fonctionnement des organes corporatifs supérieurs, puis nous analyserons l'activité des corporations depuis leur création.

LE MINISTÈRE DES CORPORATIONS.

LE CONSEIL NATIONAL DES CORPORATIONS.

Nous avons vu dans la première partie que ces deux organismes avaient été créés, l'un et l'autre, en juillet 1926 par un décret royal. Depuis lors, ils ont été plusieurs fois remaniés.

On risquerait de donner une image trop abstraite et par conséquent fausse de l'évolution du corporatisme en Italie si l'on ne tenait compte de deux circonstances essentielles : d'une part, la crise économique (avec toutes les difficultés qu'elle devait engendrer aussi bien dans la vie du pays que pour les finances de l'Etat) est venue en quelque sorte se jeter au travers du plan de réformes sociales ; d'autre part, les buts complexes du régime instauré par Mussolini, notamment certains objectifs de la politique extérieure et les tendances d'apaisement intérieur (dont un des aspects fut le Concordat avec le Vatican), ont donné un caractère hésitant au développement des institutions du régime.

C'est un fait indéniable que, de 1927 à 1930, le système corporatif préconisé par la loi du 3 avril 1926 est demeuré à l'état d'ébauche. A tel point que dans les milieux fascistes mêmes, l'opportunité d'en achever la construction était un sujet de discussions. Le principal point d'incertitude était le suivant : en considérant les corporations comme des « organes de l'Etat » (art. 43 du règlement du 1^{er} juillet 1926) l'institution du Ministère des Corporations ne suffisait-elle pas à assurer leur fonctionnement ou fallait-il, au contraire, « débloquer » le Conseil national des Corporations en lui concédant une compétence plus large et une plus grande liberté d'action ?

Dans une déclaration publiée par les journaux du 13 janvier 1928, M. Bottai constatait : « les corporations ne sont pas encore une réalité ».

Pendant toute cette année, le *Lavoro fascista*, dont on sait que M. Rossoni — syndicaliste convaincu — est l'inspirateur, ne cessa de mener une campagne prudente mais obstinée pour que « l'Œuvre corporative ne fut pas abandonnée ». En décembre 1928, ce journal croyait pouvoir annoncer la prochaine constitution du Conseil national des Corporations. « En même temps », ajoutait-il, « on donnera la vie aux corporations qui devront fonctionner comme organes de liaison ainsi que le prévoit la loi du 3 avril 1926. Ces corporations auront un caractère national et elles réuniront les syndicats nationaux pour chaque secteur de la production » (1).

Après la réunion du Grand Conseil fasciste qui eut lieu le 7 mars 1929, Ch. Bottai communiquait à la presse sa proposition de réforme du Conseil national des Corporations (2).

Lorsque cette intention fut confirmée par le Secrétaire général du Parti, M. Augusto Turati (V. *La Stampa* du 1^{er} juillet 1929) les syndicalistes se remirent à espérer. « Avec la création du Conseil national des Corporations », écrivait le *Lavoro fascista*, « l'adhésion des masses ouvrières à l'Etat fasciste pourra enfin s'accomplir » (3).

Cependant, à l'automne de 1929 les discussions reprirent. « La corporation ne sera pas un organe permanent », disait M. Bottai dans une entrevue

(1) *Lavoro Fascista*, 30 décembre 1928.

(2) *Gazetta del Popolo*, 17 mars 1929.

(3) *Lavoro Fascista*, 17 juillet 1929.

avec un journaliste allemand (1). Et à la réunion du Conseil de la Confédération nationale de l'Agriculture le 4 octobre 1929 M. Bottai, en affirmant que « l'unité économique de la Nation devra se réaliser dans le Ministère des Corporations » (2) reléguait encore le Conseil national à l'arrière-plan.

Le projet présenté par M. Bottai au Grand Conseil du Parti fasciste en mars 1929 ne fut examiné au parlement qu'en décembre de la même année et c'est le 21 avril 1930 qu'enfin le Conseil national des Corporations fut créé.

Dans sa forme actuelle, il comprend, outre le Ministre des Corporations et son sous-Secrétaire, deux représentants des Ministères du Commerce et de l'Agriculture ; un représentant de chacun des autres ministères ; deux délégués de la Confédération des syndicats ouvriers de l'industrie, deux de celle des syndicats ouvriers agricoles, un de chaque autre « confédération » de syndicats ouvriers, un de chaque « Confédération » de patrons ; un de l' « œuvre Balilla », un de l' « œuvre pour la maternité et l'enfance ». Chaque membre est nommé par décret ministériel, il reste en charge quatre années et peut ensuite être renommé pour une durée équivalente.

L'unité économique de la Nation sera assurée par le Ministère des Corporations. Cependant, depuis le mois d'avril 1930 une partie des fonctions de ce ministère a été déléguée au Conseil national.

(1) *Il Sole*, 25 septembre 1929.

(2) Compte rendu dans le *Lavoro Fascista*, 5 octobre 1929.

Ce dernier apparaît alors, dans la pensée des dirigeants fascistes, comme l'embryon de ce Parlement corporatif qui devra achever leur œuvre lorsque les Corporations auront fait leurs preuves. Pendant les quatre années qui ont précédé la loi de 1934, ce Conseil a réalisé une transition entre la période syndicale et la période corporative. Mais c'est surtout son Comité central qui a été, dans ses séances secrètes, le véritable organe de la dictature économique ; c'est lui qui a préparé les « Contrats types », rationalisé les industries, réglementé le commerce.

Le décret du 27 janvier 1931 conférait aux sections du Conseil national des Corporations des pouvoirs correspondant aux grandes branches de l'activité nationale : industrie, agriculture, commerce, etc.

Ainsi, même sans véritables institutions corporatives, l'ère des corporations s'élaborait-elle d'une manière presque imperceptible.

Le Comité corporatif central dont M. Bottai disait : « C'est en quelque sorte le Comité directeur du Conseil des Corporations » (1) a eu à s'occuper pendant le premier semestre de l'année 1930 :

- 1^o De l'industrie du verre qui souffrait de la multiplication des entreprises (18 verreries en 1915, 56 en 1930) ;
- 2^o De l'émigration à l'intérieur des masses rurales (garçons de ferme, journaliers) ;

(1) *La Stampa*, 4 mai 1930.

- 3^o De l'industrie de la soie ;
- 4^o Des contrats entre cultivateurs et sucriers pour la fourniture de betteraves ;
- 5^o De la question du lait (les prix, l'organisation de centrales pour la distribution dans les villes, etc...).

Cependant, le Conseil national des Corporations se réunissait assez régulièrement. En novembre 1931 il eut à s'occuper des échanges avec l'étranger, des tarifs douaniers, de la protection de l'agriculture. M. Pirelli (le *Michelin* de l'Italie) se fit remarquer par un vaste exposé, au fond très pessimiste sous des dehors attrayants, sur les obstacles multiples qui entravaient l'exportation italienne ; il exprima l'espoir que « les très lourdes charges fiscales, conséquences inéluctables de la revalorisation de la lire ne contribuassent pas davantage à la ruine du commerce d'exportation ».

En 1932, la session de printemps du Conseil national des Corporations fut consacrée à l'étude des problèmes suivants :

- 1^o Réforme de la législation sur la propriété industrielle.
- 2^o Réforme des lois sur l'assurance obligatoire contre les accidents du travail.
- 3^o Révision générale de la législation sur le travail.
- 4^o Règlement interne du Conseil national.

Au cours de la session d'automne (inaugurée le 30 novembre) de la même année, le Conseil s'est particulièrement occupé des bureaux de placement organisés près des syndicats ouvriers, des coopératives et enfin de quelques questions secondaires comme la réorganisation des chambres de commerce italiennes à l'étranger, etc.

En janvier 1933 les délibérations portèrent encore sur les bureaux de placement. Les déclarations faites par Mussolini devant cette assemblée (le 19 janvier) furent accueillies par les syndicalistes (du *Lavoro fascista*) comme particulièrement significatives.

Le Duce, en effet, insista particulièrement sur l'importance des syndicats ouvriers et déclara que « désormais il convenait d'annuler tout reste de prévention ou de méfiance à l'endroit du syndicat, tel que le fascisme l'a créé et dont il faut bien se garder de diminuer les attributions ».

Pendant toute l'année de 1934, le Conseil national des Corporations n'a jamais été convoqué. Mais à sa place, le Comité central corporatif s'est chargé d'examiner et d'expédier les affaires ayant trait à l'organisation corporative. Grâce aux mesures prises pendant les trois sessions de ce comité, « la puissante machine corporative » a continué à travailler à plein rendement pour développer la richesse, le bien-être et la grandeur politique du peuple italien (1).

(1) *Lavoro Fascista*, 15 mars 1935 (Rapport de MM. Amicucci et Corni).

ORGANES « PÉRIPHÉRIQUES » DES CORPORATIONS.

Le « système corporatif » fasciste est conçu comme un plan d'organisation de l'économie nationale. De ce point de vue, il convient de considérer à côté des corporations proprement dites l'activité des « Conseils économiques provinciaux » et des « Comités intersyndicaux » qui ont souvent été qualifiés d'« organes de l'économie corporative ».

Institués par la loi du 18 avril 1926, les Conseils économiques provinciaux (Consigli Provinciali dell'Economia) ont commencé par absorber les Chambres de commerce. Mais d'autres fonctions importantes et nombreuses se sont ajoutées à celles dont ils venaient d'hériter.

« Soumettre au Gouvernement des propositions sur tout ce qui concerne le développement économique de la province; donner leur avis sur les règlements d'ordre économique ou social; encourager l'instruction professionnelle et surveiller les écoles qui dépendent du Ministère de l'Economie nationale; recueillir les usages et coutumes locales; dresser les listes de curateurs, experts, peseurs, jurés, agents médiateurs; administrer les Bourses; fonder et gérer des services intéressant l'agriculture, l'industrie ou le commerce; protéger de toutes façons les intérêts de la production et du crédit, ainsi que les œuvres de prévoyance sociale, etc., etc. (1) »

(1) *Revue Realta*, 1^{er} mars 1928 : article de M. Ugo Trevisanato : « Dalle Camere di Commercio ai Cons. Prov. dell'Economia ».

Voici, par exemple, l'ordre du jour d'une réunion du Conseil économique de la province de Gênes le 11 décembre 1928 :

1^o *Affaires générales* : admission à la cote des obligations de la S. A. I. pour les Chemins de fer méditerranéens (approuvé) ; adhésion à la Chambre de commerce italienne de Rio de Janeiro (approuvé) ; renouvellement de la patente aux expéditeurs des douanes (approuvé) ; fixation des prix moyens des marchandises soumises à l'octroi (approuvé) ; tarif des dockers (approuvé).

2^o *Section agricole* : M. Casaretto, président de la section et député au Parlement, lit un rapport sur la Fête des Arbres qui aura lieu en février.

3^o *Section industrielle* : Rapport du Grand Officier Ettore Boccardo sur l'industrie des extraits tanniques de chataignes ; l'ordre du jour voté exprime le vœu que le Gouvernement prenne des mesures pour encourager cette industrie.

4^o *Section commerciale* : Marché à terme sur le blé : le président propose qu'on modifie l'horaire de manière à ce qu'il coïncide avec celui du marché de Milan (1).

Un décret-loi du 16 juin 1927 complétait l'institution en créant un « bureau provincial pour l'Economie » dans chaque préfecture. Ces bureaux dépendant directement du Ministère des corporations.

(1) *Il Lavoro*, 15 décembre 1928.

L'inauguration solennelle des Conseils économiques eut lieu le 17 juin 1928. A cette occasion, les préfets donnèrent lecture d'un message de Mussolini où il était dit entre autre que « la substitution des Conseils et des Bureaux économiques aux anciennes Chambres de Commerce est à considérer comme une manifestation précise du nouvel ordre corporatif, car la presque totalité des Conseils est composée de membres désignés par les organisations syndicales » (1).

Le même message expliquait encore que « les Conseils et les Bureaux économiques représentent une des affirmations les plus décisives de l'Etat, car les préfets et les sous-préfets donneront à toute l'économie de la Nation une direction sûre et uniforme en exécutant les prescriptions élaborées en plein accord par les Ministères de l'Intérieur, de l'Economie nationale et des Corporations ».

C'est en effet le préfet qui nomme (d'après le décret-loi du 12 janvier 1928) les membres des Conseils économiques et fixe le nombre des représentants pour chaque section. Le président de la section « Travail et Assistance » est nommé directement par le Ministre des Corporations (2).

Cette IV^e section des Conseils économiques devait s'occuper particulièrement des bureaux de placement. Mais le Grand Conseil du Parti fasciste,

(1) Voir le *Recueil Legislazione fascista*, II, p. 1523.

(2) Les trois autres sections étant : 1^o Agriculture et Forêts ; 2^o Industrie ; 3^o Commerce.

dans sa session de mars 1929 décida d'abolir les quatre sections (qui, disait le rapport, n' « avaient d'ailleurs pas encore été réellement constituées ») en mettant les bureaux de placement sous la surveillance des corporations provinciales. Il fut aussi déclaré « qu'il n'y aurait pas lieu de procéder à des transformations ultérieures des Conseils économiques » (1).

A la fin de septembre 1929, le Conseil des Ministres décidait de « préparer la fusion des Conseils économiques actuels avec les Corporations provinciales qu'on avait en vue d'instituer » (2).

Ce qu'on appelait les « Corporations provinciales » étaient en effet les « Comités intersyndicaux de Province ». Les fonctions et les pouvoirs de ces Comités ont été définis par une circulaire du Secrétaire général du Parti fasciste le 8 août 1927 (3).

« Pour pouvoir contrôler d'une manière minutieuse les répercussions de l'activité syndicale dans le domaine politique et « vice versa », le Secrétaire général du Parti fasciste a enjoint aux secrétaires fédéraux de réunir périodiquement les présidents des fédérations provinciales des syndicats fascistes. C'est ainsi qu'ont pris naissance (pendant l'été de 1927) les « Comités intersyndicaux ».

Ces « organes de liaison » ont eu, dès le début, deux rôles à remplir : d'une part, faciliter un con-

(1) *La Sera*, 11 avril 1929.

(2) Communiqué officieux dans *La Stampa*, 29 septembre 1929.

(3) V. *La Stampa* du 9 août et *Il Sole* du 10 août 1927.

trôle plus strict du Parti sur les organisations syndicales ; et d'autre part, assister le Gouvernement dans l'œuvre difficile de déflation qu'il poursuivait alors. C'est, en effet, de réglementations de prix et de réductions de salaires que les « Comités intersyndicaux » eurent surtout à s'occuper pendant l'hiver de 1927-1928 « adaptation progressive du coût de la vie et de la rétribution de la main-d'œuvre au cours de la « lira » revalorisée ».

Le Directoire national du Parti fasciste décidait le 2 octobre 1927 de réunir à Rome « un comité central intersyndical » et de le charger d' « une révision générale des salaires » qu'il convenait de réduire de 10 % pour certaines catégories et de 15 % ou même 20 % pour d'autres. A ce propos, les journaux notaient : « les comités intersyndicaux sont devenus maintenant des organes fondamentaux du régime » (1).

Dans un communiqué du Parti fasciste à la presse le 3 novembre 1927, on annonçait « la réunion, au cours de la semaine suivante, sous la présidence du sous-Secrétaire M. Bottai, d'un « Comité d'Action corporative » pour les prix, qui devrait donner suite aux décisions prises par le Comité intersyndical dans sa réunion d'aujourd'hui ».

Le 10 avril 1928, « par ordre du Chef du Gouvernement, une modification importante était introduite dans la constitution des Comités intersyndicaux ».

(1) *La Stampa*, 6 octobre 1927.

Désormais, ils seront présidés par le sous-préfet en titre de chaque province. « Cette disposition, expliquait le communiqué, est fort importante pour le passage de la phase syndicale à la phase corporative » (1).

Le 6 septembre 1928, le Comité central intersyndical se réunissait au Palais du « Littorio » sous la présidence de M. Augusto Turati. Celui-ci fit connaître aux représentants des grandes Confédérations syndicales que le Chef du Gouvernement avait décidé d'enlever aux comités intersyndicaux le « contrôle des prix » dont ils s'étaient jusqu'alors occupés, pour en charger les 92 conseils économiques provinciaux.

« De telle façon, les comités intersyndicaux reviendront à leur rôle essentiel de modérateurs et coordinateurs de tout acte de la vie syndicale dans les provinces (2). »

Une année après, on parlait de la transformation prochaine des comités intersyndicaux de province en corporations provinciales (3).

C'est qu'on considérait déjà ces comités « comme les organes périphériques du Conseil national des Corporations destinés à être légalisés en même temps que ce dernier » (4).

M. Bottai présentait, en effet, au Grand Conseil

(1) *Gazzetta del Popolo*, 11 avril 1928.

(2) *Gazzetta del Popolo*, 7 septembre 1928.

(3) *Resto del Carlino*, 8 septembre 1929.

(4) *Lavoro fascista*, 30 décembre 1928.

fasciste du 7 mars 1929, en même temps que son projet sur le Conseil national des Corporations, un projet concernant la réorganisation des Comités intersyndicaux.

« Cette corporation provinciale n'aura ni fonctions réglementaires, ni fonctions délibératrices; elle pourra par contre exercer une fonction arbitrale pour la fixation des salaires mais dans le cas seulement où l'arbitrage serait requis par les parties intéressées et sous réserve d'une ratification par le Ministre des Corporations (1). »

Lorsque le Conseil des Ministres s'occupa en septembre 1929 du projet de loi instituant le Conseil national des Corporations, il décida, sur la proposition du Ministre des Corporations, le renvoi de la discussion sur le projet de loi qui concernait les corporations provinciales afin de pouvoir en coordonner les normes avec celles réglant actuellement l'activité des Conseils économiques provinciaux.

Une circulaire adressée le 10 janvier 1930 à tous les préfets du royaume et signée du secrétaire du Parti, Augusto Turati ainsi que du Ministre des Corporations M. Bottai, précisait les fonctions principales des « Comités intersyndicaux ».

- a) Surveillance politique de l'activité générale des associations syndicales ;
- b) Surveillance sur la manière dont sont stipulés les contrats collectifs ;

(1) *Stampa*, 12 avril 1929.

- c) Arbitrage officieux dans les controverses entre patrons et travailleurs, collectives ou individuelles ;
- d) Unification des initiatives syndicales dans l'intérêt de la production ;
- e) Encouragement des œuvres d'assistance sociale.

C'est dans cette même circulaire qu'était posée la question d'une collaboration plus étroite entre les « Comités intersyndicaux » et les Conseils économiques provinciaux.

Dès le 10 décembre 1930, M. Augusto Turati, le plus énergique secrétaire qu'ait eu le Parti fasciste, se plaignait dans un article en première page du *Corriere della Sera* de l'inertie qu'étaient tombés aussi bien les « Comités intersyndicaux » que les « Conseils économiques ». C'est un fait que pendant les années suivantes on ne trouve presque plus d'informations sur les « Comités » naguère si actifs. Et en janvier 1933, M. Annibale Carena termine une longue étude sur cette question en se demandant « si vraiment les Comités intersyndicaux ont encore quelque raison d'être » (1).

Le Comité central des Corporations en terminant sa session de février 1931 communiquait à la presse la note suivante :

« Le Comité corporatif central a adopté la proposition de son président de laisser subsister dans les

(1) *Stampa*, 14 janvier 1933.

provinces le Comité intersyndical ainsi que le Conseil économique en faisant subir toutefois à ce dernier une réforme opportune, afin que son activité adhère mieux à l'ordre corporatif qui est en voie de construction. »

En premier lieu, il s'agissait d'introduire dans les dits Conseils des représentants des salariés. Ainsi réformé, l'organe périphérique du Ministère des Corporations prendra le nom de « Conseil provincial de l'Economie corporative » et continuera à être présidé par le Préfet de la province (1).

La loi du 18 juin 1931 apportait les retouches désirées par le Comité central des Corporations : les articles 2 et 3 réglaient la représentation des syndicats ouvriers.

Le 20 juin 1932, le ministre Bottai, présidant en personne à l'ouverture du nouveau conseil de l'Economie corporative pour la province de Rome, traçait dans un long discours le programme des travaux.

« Quelqu'un pourrait cependant me demander », disait le ministre, « ce que deviennent dans cette nouvelle affaire les comités intersyndicaux ? Ces organes demeureront à côté des Conseils provinciaux de l'Economie corporative. Quels seront alors les liens entre les deux institutions ? Les Comités intersyndicaux ont joué un grand rôle alors que le Ministère des Corporations ne disposait pas d'autres organes dans les provinces. Et, il serait injuste d'ou-

(1) Cité d'après le *Lavoro Agricolo* du 25 février 1931.

blier le grand travail que ces Comités ont accompli pour réduire les salaires au niveau du coût de la vie, après la réforme monétaire. Mais maintenant, un rôle très important reste encore assigné à ces Comités : ils doivent servir de trait d'union entre l'organisation politique du parti et les syndicats... Nous voulons que les syndicats et les Corporations soient soumis à l'Etat et non pas que ce soit l'inverse. L'action économique demeurera toujours subordonnée à l'action politique (1). »

Lorsque les vingt-deux corporations furent instituées, l'opportunité se présenta de refondre encore une fois l'organisation des « Conseils et Bureaux provinciaux de l'économie corporative ». Un « texte unique » parut dans la *Gazette officielle du Royaume* le 22 décembre 1934 ; et comme cette loi confirmait la subordination des « organes corporatifs » provinciaux aux préfets, elle rassura cette fraction du Parti fasciste qui n'avait pas vu sans un secret malaise la « machine corporative » envahir des zones toujours plus considérables du domaine administratif (2).

(1) *Corriere della sera*, 21 juin 1932.

(2) Voir à ce sujet un article très caractéristique de M. Filippo Schipani dans le *Giornale d'Italia* du 23 décembre 1934. L'auteur, sans oser s'attaquer directement à la « conception corporativiste » se félicite de ce que les autorités politiques (le Ministère de l'Intérieur et les préfets) conservent la haute main sur les Conseil de l'Economie corporative qui cependant, pour des raisons techniques, dépendent du ministre des Corporations.

L'ACTIVITÉ DES CORPORATIONS DEPUIS LEUR CRÉATION.

Les décrets de mai-juin 1934 ayant donné une existence réelle aux vingt-deux corporations, Mussolini procéda immédiatement à la constitution des « Etats-majors » de ces organismes. C'est à eux qu'allait être confié désormais la direction des activités productives et le règlement des rapports sociaux dans le Royaume.

Les nominations aux Conseils furent publiées le 9 novembre 1934, et le jour suivant, une sorte « d'assemblée générale » réunissait à Rome les huit cent cinquante membres de toutes les corporations.

Dans la « salle de Jules César », Mussolini adressa la parole à ces « officiers de l'armée du travail » :

« Camarades ! Cette assemblée imposante — la plus imposante, sans doute, dans l'histoire de l'Italie — est, en elle-même, un événement et par l'endroit où elle se réunit, et par le moment où elle a lieu, et par le style qui la distingue. Ce n'est pas seulement le nombre de ceux qui y participent qui rend cette assemblée si remarquable, mais encore son caractère et ses buts qui n'ont pas de précédent dans l'histoire. C'est une assemblée révolutionnaire, c'est-à-dire de celles qui agissent avec méthode et enthousiasme pour déterminer — dans les institu-

tions, les lois, les mœurs — les transformations politiques et sociales dont le peuple a besoin.

« A partir d'aujourd'hui, les vingt-deux corporations commencent leur vie effective et opérante ; et le jour n'est pas loin où cette assemblée remplacera une autre institution qui appartient à une phase surpassée de l'histoire.

« Le but de la Corporation est d'augmenter sans cesse la puissance globale de la Nation pour faciliter à celle-ci une triomphale expansion dans le monde.

« Aujourd'hui, ce 10 novembre de l'an XIII (de l'ère fasciste, la grande machine se met en mouvement.

« Bien des espérances accompagnent en cette époque de confusion universelle, de misère aiguë et de forte tension politique l'essor des corporations. Et cela, non seulement en Italie.

« Il ne faut pas que ces espoirs soient déçus. On peut sûrement compter sur la volonté et la foi des hommes mais encore plus sur la logique des principes qui, depuis 1919, année déjà lointaine, guident la Révolution des Chemises noires vers un avenir de triomphes. »

« Pour bien comprendre la question fort importante du personnel supérieur des Corporations », écrit M. Guillaume (1), « il n'est rien de tel que de prendre un exemple ». Et l'auteur des « Corporations

(1) *Bulletins de la Société d'Etudes et Informations économiques et sociales* (supplément au bulletin n° 288 du 19 décembre 1934).

en Italie », énumère les personnalités qui composent le Conseil de la Corporation de la Prévoyance et du Crédit.

Président : Mussolini comme dans toutes les corporations.

Trois vice-présidents représentent le Parti fasciste : tous les trois avocats et députés (MM. Frigoni, Host Venturi, Ungaro).

Quatre représentants de la haute finance : le gouverneur de la Banque d'Italie (Azzolini) le président de l'Institut de Reconstruction industrielle (Alberto Beneduce, très réputé comme expert financier) le président de l'Institut Mobilier italien (Th. Mayer), le président de l'Association des Sociétés par action (A. Pirelli qui est aussi un gros industriel).

Dans la « section des Banques », les banques de province sont représentées par l'ingénieur Prandoni ; les établissements financiers par l'avocat et député Protigliani, les banquiers privés par l'un d'eux, M. Carlo, et les agents de change M. Cerutti ; les maisons de change et de commission en Bourse par le député Ferretti ; les directeurs de Banques par l'avocat et député Brucchi ; les employés de banques par le duc de la Victoire (le fils du maréchal Diaz), le député Biluccaglia, le député Girini, le député Mazzotti, le député Corlisio, le docteur Miniati, le docteur d'Améglio ; et les employés d'agents de change par le docteur J. B. Macor.

La « Section des Etablissements d'Epargne » est

représentée par l'avocat et député Arnoni, par le député Masetti, par l'ingénieur Pellicciotti, par l'avocat Pancino, par le sénateur Capitani d'Arzago, par l'avocat Ferrizzani, l'avocat Tommasini, le député Canelli, le professeur Pellegrini.

Enfin, la « Section des Assurances » compte :

a) comme « membres de droit » le sénateur Bevione, le sénateur Snardo, le député Joseph Bottai ;
b) comme « membres ordinaires » le député Rodonti, l'avocat Ara, le député Carli, les comptables (1), Chiari, Ferraio, Molli, Ruspoli, le député Alessandrini.

On ne pourra s'empêcher de relever la place vraiment très large qui a été faite aux « parlementaires » (sénateurs et députés) ainsi qu'à ceux que Saint-Simon appelait les « légistes » dans les institutions corporatives de création fasciste.

Ajoutons une information statistique qui pourra donner une idée de l'importance que la Corporation de la Prévoyance et du Crédit a dans la vie économique du pays.

La Confédération fasciste de la Prévoyance et du Crédit avait publié pour le 30 juin 1933 le tableau suivant des établissements groupés par cette association :

(1) Le titre de « comptable » (ragionere) désigne en Italie toutes les personnes qui ont un diplôme d'études commerciales et financières et non pas, comme en France, les comptables de profession (note de M. Guillaume).

Genre des entreprises	Nombre des entreprises	
	associées	représentées
Instituts nationaux de crédit	6	6
Banques provinciales	103	310
Banquiers privés	41	223
Instituts financiers	31	108
Banques populaires	260	391
Caisses de crédit rural	2.212	3.217
Agents de change	103	284
Entreprises d'assurance	119	147
Percepteurs et receveurs d'impôts	1.712	3.034
Fermiers d'impôts de consommation....	473	1.689
	5.060	9.409

A peine constituées, les corporations ont reçu du Ministère un vaste programme de travail.

Corporation de la Prévoyance et du Crédit. C'est ainsi que la « Corporation de la Prévoyance et du Crédit » a été chargée :

- 1^o D'établir un projet de loi sur le contrat d'assurance.
- 2^o D'étudier les indemnités dues par les employeurs en cas de suppression d'emploi.
- 3^o Du perfectionnement de l'assurance contre la grêle.
- 4^o De la coordination entre les établissements de crédit et tous les établissements financiers pour le contrôle de l'escompte.
- 5^o De la répartition des organes de crédit en tenant compte des exigences géographiques et fonctionnelles.

Corporation de l'élevage et de la pêche. Le 7 janvier 1935, une Corporation, celle de « l'élevage et de la pêche » s'est réunie pour la première fois.

Les questions suivantes lui ont été soumises :

- 1^o La défense de l'industrie fromagère, production importante dans l'économie italienne.
- 2^o Les mesures à prendre pour augmenter la consommation du lait et ses emplois industriels.
- 3^o Des mesures de prévoyance et d'assistance en faveur des pêcheurs.
- 4^o Une meilleure organisation des marchés du poisson.
- 5^o La motorisation de la pêche.
- 6^o Les rapports entre armateurs et fabricants de conserves.
- 7^o La réduction des importations de viande de l'étranger.
- 8^o Des mesures concernant la pêche du thon.

Corporation du textile. Le 14 janvier 1935 la corporation du textile se réunissait à son tour au Ministère des Corporations. L'ordre du jour comportait :

- a) La lutte contre la concurrence japonaise dans l'industrie des cotonnades.
- b) Une meilleure utilisation du chanvre pour la fabrication de tissus.
- c) Le commerce de détail des filés.

- d) Une révision générale des prix de gros et de détail.

Corporation du papier. La Corporation « du papier et des industries graphiques » s'est réunie le 15 mars 1935 au Ministère des Corporations et pendant plusieurs jours a délibéré sur les problèmes les plus urgents de cette branche de la production. Un rapport a été approuvé pour demander au Gouvernement de « moraliser le commerce de la librairie » en soumettant les éditeurs à une surveillance plus sévère. On a envisagé ensuite les moyens propres à diminuer l'importation de cellulose (1) en Italie et à développer une industrie nationale qui puisse suffire aux besoins du pays.

Dans les trois exemples que nous venons de citer, nous voyons la nouvelle Corporation faire figure de véritable « Parlement technique ». C'est de l'outillage national, de l'organisation industrielle, de mesures « d'économie dirigée » que doivent s'occuper ces assemblées de producteurs.

Réglementation sur la culture des betteraves. Nous avons vu que la loi de 1934 conférait des pouvoirs réglementaires aux Corporations. Leur premier « acte législatif » fut un règlement sur la culture des betteraves à sucre ; Mussolini l'adopta sous la forme d'un décret-loi le

(1) En 1933 on a importé 2.190.000 quintaux pour la valeur de 130 millions de liras.

7 mai 1935. Ce décret enjoint aux cultivateurs de ne pas dépasser les limites stipulées par un accord du 8 mars 1935 (entre l'Association des planteurs de betteraves et le trust des sucriers) pour les cultures de betterave. C'est que le marché des sucres est fortement réduit par la crise (1) et les barrières douanières.

Cependant, les paysans seraient tentés d'étendre leurs champs de betteraves, car un hectare de betteraves rapportait (en 1933) 3.010 livres tandis que le revenu brut d'un hectare semé en blé était seulement de 2.800 livres.

Les réminiscences napoléoniennes qui, dit-on, hantent souvent Mussolini pourraient, dans ce cas, nous faire mieux sentir le chemin parcouru par l'économie européenne depuis le siècle dernier : Napoléon multipliait les encouragements, les primes, les crédits pour inciter ses sujets de l'Empire français et du royaume d'Italie à étendre la culture des betteraves ; cent vingt ans après, le premier souci du Duce est d'enrayer, de limiter le plus possible ces mêmes cultures.

Aussi bien la première séance de la corporation « Zootechnique » (7 janvier) que celle de la corporation du textile (14 janvier) avaient été présidées par le Duce en personne. Celui-ci convoquait ensuite le nouveau Comité central des Corporations le 19 janvier 1935 au « palais de Venise ».

(1) En 1928, on consommait en Italie 8,72 kilos de sucre par habitant ; en 1923, cette consommation est tombée à 6,19 kilos.

Entre temps, la « Commission permanente pour la législation du travail s'était constituée au sein du Conseil national des Corporations et un comité présidé par le sous-secrétaire d'Etat M. Biagi s'en détachait pour étudier particulièrement les questions internationales ayant trait à la législation du travail. Ce Comité commençait (le 29 décembre 1934) par approuver l'œuvre des deux délégués italiens au B. I. T. de Genève. MM. de Michelis et Ansemli, et s'occupait ensuite des projets d'accords internationaux pour la prohibition de l'emploi de la main-d'œuvre féminine dans les travaux du sous-sol ; pour la réduction de la journée de travail dans les mines et pour la conservation des droits à la pension aux travailleurs qui émigrent d'un pays à l'autre.

M. Biagi constatait à cette occasion que sur 43 conventions élaborées par le Bureau international du Travail, le Gouvernement italien en avait déjà ratifié 18 et allait immédiatement en ratifier 5 autres.

En même temps que les Conseils des Corporations, les « Collèges de conciliation » prévus par la loi commençaient à fonctionner.

« Parmi les questions qui viennent d'être soumises à ces collèges, il y en a de fort importantes et pour lesquelles les enquêtes ont déjà été achevées par les organes syndicaux (1). »

La première réunion du Comité corporatif central réorganisé eut donc lieu le 19 janvier 1935. A côté

(1) *Lavoro Fascista*, 29 décembre 1934.

des vingt-deux vice-présidents des Corporations, le ministre de la Justice, le ministre des Finances, le ministre des Travaux publics, le ministre des Communications ainsi que le secrétaire administratif et les deux vice-secrétaires du Parti fasciste étaient appelés à faire parti de ce comité qui, comme l'observait le *Lavoro fascista* (1), se trouve ainsi « tout désigné pour remplir les fonctions que la loi réservait jusqu'ici à l'assemblée du Conseil national des Corporations ».

Les principales questions dont s'occupa le Comité central corporatif au cours de cette première session furent celles qui avaient déjà été débattues par les corporations de la Zootechnie, de la pêche et du textile. A la fin des travaux, le Duce fit ressortir l'importance des buts attribués au Comité et la responsabilité qui en découle pour les fascistes appelés à en faire partie au titre de représentant du Gouvernement, du Parti, des Corporations, des Confédérations et de l'Office de la coopération. Il souligna particulièrement l'utilité du travail accompli dans cette importante session qui a marqué « le début effectif de l'activité corporative » (2).

Le *Corriere della sera* (23 janvier 1935) de son côté commentait ces discussions au sein de l'assemblée nouvellement créée :

« La Corporation enferme en soi la représentation intégrale des intérêts : le ministre ou le directeur

(1) *Lavoro Fascista*, 19 janvier 1935.

(2) *V. Popolo d'Italia*, 23 janvier 1935.

général qui assiste à une discussion de ce genre a la possibilité d'entendre les représentants de toutes les catégories et de tirer de leurs débats une conclusion répondant mieux aux multiples aspects des problèmes économiques. Et cela se produit de façon rapide et complète, satisfaisant ainsi aussi bien les représentants des administrations de l'Etat que les représentants des autres catégories qui ont la certitude d'avoir pu défendre leurs intérêts en contradiction avec tous ceux qui envisagent les mêmes problèmes sous un point de vue différent. Entre le Gouvernement et le pays, vient s'interposer, outre une représentation syndicale, une représentation organique et unitaire : celle de la Corporation. Le Gouvernement peut donc prendre connaissance de la situation économique et sociale du pays, et, d'autre part, tous les adhérents ont la possibilité de faire parvenir au Gouvernement, par une discussion qui aboutit à des formules précises, leurs vœux et leurs aspirations (1).

Le Comité central fut à nouveau convoqué le 27 avril 1935. Le Conseil des Ministres avait approuvé le 30 mars un projet de loi qui a donné une définition plus précise des attributions du Comité : sa compétence devait désormais « se substituer à toutes les délibérations des organes corporatifs, sauf si le Chef du Gouvernement prend la décision d'autoriser ou de trouver inopportune une telle substitution ».

(1) *Corriere della Sera*, 31 mars 1935.

A l'ouverture de la session, Mussolini ne manqua pas de souligner l'importance ainsi accrue de la réunion des vingt-deux vice-présidents (assistés des ministres, comme il a été déjà mentionné) et le Duce insista encore sur le fait que « le Comité corporatif central est un organe de nature essentiellement politique ».

Le second jour de la session — 30 avril — le Duce, qui présidait l'assemblée donna la parole au député Casalini et au ministre des Finances pour exposer la question des sucres (dont nous avons déjà parlé) puis au député Pala qui lut un rapport sur l'activité de la « Corporation de la Mer ». Au cours de la troisième journée (1^{er} mai) il fut encore question de la marine marchande et de ses besoins : puis M. Amicucci ouvrit la discussion sur les vœux exprimés par la Corporation du Papier et de l'Imprimerie.

Des affaires de moindre importance furent expédiées à la séance suivante du 3 mai.

Le Comité central des Corporations s'est réuni depuis, plusieurs fois encore et sa séance d'octobre 1935 devait être particulièrement importante, mais pour des raisons qui n'ont plus aucun rapport direct avec le « corporativisme » en tant que réforme sociale.

La préparation de la guerre et, par suite la défense de l'Economie italienne contre les « sanctions » ayant absorbé toute l'attention du Gouvernement fasciste, les assemblées corporatives ont dû

aussi se consacrer uniquement à l'étude de ces problèmes d'ordre extraordinaire.

* * *

Comme on le voit, les corporations sont encore de création trop récente pour avoir déjà porté de nombreux fruits et les mesures qu'elles ont prises dans le domaine économique sont assez limitées. Mais leur action s'est fait sentir d'une manière beaucoup plus efficace en matière sociale. C'est ce que nous étudions dans les chapitres suivants.

CHAPITRE DEUXIÈME

Le Rôle conciliateur des Corporations.

Si la lutte des classes a été effectivement abolie, dans ses manifestations pratiques, par le régime fasciste, celui-ci n'a pu effacer complètement leur antagonisme. Il est évident que dans l'état actuel de la Société, des oppositions essentielles subsisteront toujours entre le point de vue patronal et celui de l'ouvrier.

Nous avons vu que la loi de 1926 avait créé des tribunaux spécialement chargés de juger les différends collectifs du travail.

De 1927 à 1933, les « Tribunaux du Travail » ont eu à statuer sur quatre cent quatre-vingt-dix-sept litiges d'ordre collectif (1). Dix-sept seulement de ces litiges ont fait l'objet d'un arrêt du Tribunal : quatre-vingt-seize ont été abandonnés par les parties ; trois cent trente-neuf se sont terminés par un procès-verbal d'accord.

La loi du 26 février 1928 (avec le règlement édicté

(1) Statistique du Ministère de la Justice, janvier 1934.

le même jour) conférait au même Tribunal du Travail la compétence en matière de rapports individuels nés d'un contrat de travail. Comme on pouvait s'y attendre, cette catégorie a donné lieu à des litiges beaucoup plus nombreux. Cent trente-cinq mille neuf cent huit affaires ont été présentées aux Tribunaux de mars 1928 à décembre 1933.

Quatre-vingt-deux mille deux cent soixante-dix-neuf furent jugées et vingt-huit mille trois cent trente-huit se terminèrent par une conciliation ; le reste ayant été abandonné par les parties.

Contrats collectifs de travail.	Mais c'est surtout par le développement des contrats collectifs de travail que le régime corporatif s'est efforcé de concilier les divers intérêts des producteurs.
--	---

On a pu soutenir que ce réseau de contrats collectifs est le meilleur instrument de l'Etat fasciste qui réussit ainsi à unifier les entreprises et à fixer d'une manière durable les rapports sociaux selon ce que l'Etat considère comme l'intérêt supérieur du pays.

Jusqu'au 30 avril 1929, cent vingt-huit contrats collectifs avaient été stipulés sous les auspices du Ministère des Corporations et quarante-trois de ces « pactes » avaient été publiés. Il s'agissait d'accords qui réglaient les conditions de salaires, etc., pour telle branche de la production sur toute l'étendue du royaume. Quant aux accords particuliers, restreints aux entreprises d'une localité ou d'une province,

mille sept cent quarante-quatre avaient été conclus pendant la seule année 1928 et deux cent trente pendant le premier semestre de 1929 (*Gazzetta del Popolo*, 10 juillet 1929).

Pendant la période allant du 3 avril 1926 au 31 décembre 1933, six cent cinquante-sept conventions collectives du travail (nationales ou interprovinciales) ont été déposées au Ministère des Corporations et onze mille sept cent quatre-vingt-quinze (provinciales ou locales) aux préfectures (1).

Pendant l'année 1934, les associations professionnelles ont conclu sous les auspices du Ministère des Corporations :

Mille trois cent soixante-sept contrats collectifs ayant force chacun pour une seule province ;

Cent dix-sept contrats collectifs mis en vigueur pour plusieurs provinces ou pour toute l'Italie.

A la fin de l'année, quatre-vingt-dix-huit autres contrats étaient à l'étude.

Exemple typique. Le rôle conciliateur des Corporations s'est exercé récemment à propos d'un différend qui s'était élevé dans les usines Fiat au sujet de l'application des primes Bedeaux. C'est un exemple particulièrement typique où le collège de conciliation prévu par la loi de 1934 a fonctionné pour la première fois.

Depuis plusieurs années, les usines Fiat avaient

(1) *Revue internationale du Travail*, vol. XXXI, n° 1, janv. 1935, p. 9.

adopté le système des primes Bedeaux. Sans entrer dans des détails techniques qui sortiraient du cadre de cette étude, on peut dire que ce système repose essentiellement sur la vitesse et le rendement de l'ouvrier. C'est une des formes de contrôle du travail qui dérivent de la rationalisation la plus poussée.

Les syndicats fascistes des ouvriers de la Fiat en avaient demandé l'abolition ; mais celle-ci aurait fait revivre les anciennes conditions générales de contrat de travail de la métallurgie et de la mécanique qui auraient été tout à fait anachroniques. Le problème, on le voit, était complexe.

A la fin de l'année 1934, le Comité corporatif central avait été saisi de la question et avait émis la motion suivante : « Le Comité corporatif central estime que l'organisation scientifique du travail doit prendre pour cadre la meilleure organisation de la production en général ; en conséquence, elle doit être soumise à la discipline des Corporations et tenir compte des exigences spécifiques des diverses branches de l'activité économique.

« En particulier, ayant examiné l'application du système Bedeaux à des systèmes de salaire à prime il rappelle sa décision antérieure du 31 octobre 1931 : « La fonction des syndicats des travailleurs dans la détermination du salaire doit, en collaboration avec les syndicats des chômeurs de travail, s'étendre à l'estimation des facteurs temps, rendement et organisation technique, qui concourent à le former. »

« Et, en présence de l'affirmation faite par le Duce

dans son discours aux ouvriers de Milan (1) où il a rappelé que les travailleurs doivent entrer plus profondément dans la connaissance du processus productif. il affirme que l'adoption et l'application de tout système de travail à prime doit faire l'objet d'une réglementation collective.

Celle-ci devra assurer :

a) que la rétribution réglée par ces divers systèmes réponde toujours aux principes contenus dans la XII^e déclaration de la Charte du Travail (2).

b) que le travailleur aura la possibilité de connaître avec clarté et simplicité les éléments qui composent sa propre rétribution.

c) que les valeurs de rendement normal ne soient pas sous « la dépendance d'une partie seulement mais reposent sur des éléments sur lesquels les associations (syndicats) des employeurs et des travailleurs se seront mis d'accord ».

Après avoir spécifié que le Comité corporatif central déléguait au collège de conciliation l'examen du cas non seulement d'espèce, mais général (« et généralement tous les systèmes qui se baseraient sur les variations éventuelles de la valeur du rendement ») la résolution se terminait ainsi :

(1) 5 octobre 1934.

(2) Déclaration XII (30 avril 1927) : « l'action du syndicat, l'activité en conciliation des organes corporatifs et la sentence du Tribunal de Travail garantissent la correspondance entre le salaire d'une part, les exigences normales de la vie, les possibilités de production et le rendement de travail de l'autre. La détermination de salaire est soustraite à toute règle universelle et confiée à l'accord des parties au contrat collectif ».

« Dans le cas où les situations examinées ne pourraient être rapidement réglées, le différend devra être soumis aux Corporations compétentes. »

Aucune solution n'étant intervenue, les Corporations sont alors entrées en jeu. Un collège de conciliation a été formé, conformément à l'article 13 de la loi de 1934 et il a soumis aux représentants des parties (M. Schirru, ingénieur, pour les patrons et M. de Ambris pour les ouvriers) une sentence qui est une sorte de transaction.

Il en résulte que « le système des primes Bedeaux est aboli aux usines Fiat et remplacé par une rémunération « aux pièces » du type le plus simple : « la paie se réfère à chaque opération pour laquelle elle traduit les valeurs actuelles de système Bedeaux ». Autrement dit, l'estimation du temps et du salaire pour chaque opération est ramenée à la moyenne de ce que cette opération valait pour l'ouvrier dans ce système. En outre, les nouveaux tarifs sont mis à l'essai pour deux mois : pendant ce temps, les ouvriers se voient garantir le salaire minimum de leur spécialité. Après ces deux mois, on rendra fixes, si possible, les tarifs en question et la Fiat en donnera communication aux intéressés. Si, pour les deux quinzaines qui feront suite à cette communication, l'ouvrier ne réalise pas le gain moyen du trimestre précédent, cette diminution devra être analysée en commun par l'organisation syndicale des ouvriers en accord avec celle des patrons de façon à discerner les causes de la diminution constatée ».

C'est en définitive une victoire pour les syndicats ouvriers qui ont ainsi obtenu la consolidation d'un « minimum ». L'intervention des Corporations s'est faite dans un sens très social, pour conserver aux ouvriers un certain « niveau » de salaires.

CHAPITRE TROISIÈME

La Lutte contre le chômage.

La politique de déflation, entreprise par Mussolini dans la seconde moitié de 1926 et les mesures qui tendaient à empêcher l'émigration de la main-d'œuvre ont provoqué en Italie dès 1926 (alors que la plupart des autres pays européens traversaient une période de prospérité) une crise de chômage qui, naturellement, s'est beaucoup aggravée lorsque les effets de la crise mondiale se sont faits sentir dans la péninsule.

TABEAU DU CHÔMAGE EN ITALIE (*en milliers*).

	Nombre total des chômeurs	Agriculture	Industrie	Autres professions (1)
1925	110,3	20,6	62,1	27,6
1926	113,9	24,4	64,9	24,5
1927	278,5	75,6	172,3	30,6
1928	324,4	80,3	209,2	34,3
1929	300,8	89,5	177,4	33,9
1930	425,4	103,5	267,3	54,6
1931	734,5	165,8	482,5	89,5
1932	1.006,4	201,9	679,4	125,1
1933	1.019	213,4	702,6	103
1934	963,7	187	669,5	107,2

(1) Services publics, établissements commerciaux, entreprises privées de transports.

SOURCES : *Annuario statistico Italiano*, 1927-1933 ; *Sindacato et Corporazione*, vol. LVIII et LXIII.

Le chômage a atteint son point culminant au printemps de 1933 : on comptait à ce moment-là plus de 1.200.000 chômeurs.

Aussi, n'est-il pas étonnant que l'une des principales préoccupations des dirigeants fascistes ait été la lutte contre ce fléau. Mais ils n'ont pas voulu pratiquer une politique de subventions. Les allocations n'ont jamais été payées qu'à un nombre restreint de chômeurs dans certaines grandes villes et elles ne dépassaient pas la somme de 4 livres par jour, payées seulement pendant les trois premiers mois de chômage, après quoi l'ouvrier sans travail ne touchait plus rien. Dans beaucoup d'endroits cependant, le parti fasciste (l'organisation politique et non point les Corporations) s'est occupé de distribuer des bons de vivres et d'ouvrir des soupes populaires.

L'assurance- Il existe cependant une loi de
chômage. 1923 qui règle l'assurance-chômage :
celle-ci est obligatoire pour tous les salariés de l'industrie, en excluant les travailleurs des champs (qui forment en Italie la majorité du prolétariat). Les indemnités prévues par la loi sont d'ailleurs insuffisantes à « nourrir un homme » : elles varient entre 3,25 livres et 3,75 livres par jour.

Dans la pensée des dirigeants fascistes, les secours aux chômeurs, indispensables dans certains cas, risquent par leur continuité de devenir un encouragement à la paresse. Aussi, plutôt que de gaspiller des millions en « aumônes » le gouvernement de

Mussolini a-t-il préféré entreprendre, non sans hardiesse, de grands travaux publics et organiser selon une méthode plus efficace le placement des ouvriers.

La politique des grands travaux publics. Ce serait cependant une erreur de considérer les grands travaux entrepris par le Gouvernement fasciste comme des œuvres ayant pour but essentiel l'assistance aux chômeurs. Au contraire, ils avaient tous pour motif une utilité générale indéniable et devaient contribuer à mieux « outiller » le pays et, par conséquent, à le rendre plus riche.

C'est ainsi que la Sardaigne dont les richesses naturelles et notamment les forces hydrauliques n'avaient encore jamais été exploitées, peut absorber maintenant une partie de la population des provinces continentales surpeuplées.

Des crédits considérables ont été affectés à l'aménagement et à l'agrandissement des ports, au développement des voies fluviales, à l'électrification des campagnes.

Mais c'est surtout l'amélioration du réseau routier qui a été l'objet de soins particuliers. L'entretien d'une grande partie des routes nationales a été confié à un organisme autonome, le Service de la Route, dont l'activité a déjà donné des résultats très appréciables.

Au début de 1934, plus de 10.000 km. de routes nationales étaient complètement renouvelés et près

de 6.000 km. de routes nouvelles (tant nationales que provinciales) se trouvaient achevés.

Enfin, des autostrades très modernes, une route réservée aux poids lourds (la Cènes-Serravalle) complètent un système routier qui, à l'heure actuelle, est l'un des meilleurs d'Europe.

D'importants contingents de chômeurs ont pu être ainsi absorbés. Ce sont les travaux de route, les travaux hydrauliques, les constructions de voies ferrées qui les ont donc employés pour la plus grande partie.

La bonification intégrale. A la politique des grands travaux publics en vue de l'« outillage national » se rattache l'œuvre de la « Bonification intégrale » des terrains marécageux ou ravagés par les torrents dans les régions montagneuses. Il s'agit d'ailleurs dans ce cas, d'une entreprise de très longue haleine où les gouvernements qui précédèrent celui de Mussolini en Italie avaient déjà accompli — depuis 1880 — des travaux importants (dans les Maremmes de Toscane, à l'embouchure du Pô, en Campanie). Mais le fascisme voit dans cet assainissement des zones que la malaria rendait inhabitables et dans l'extension de la surface cultivable un moyen efficace de favoriser le « retour à la terre » (l'un des objectifs essentiels du régime).

La loi de 1928 sur la « Bonification intégrale » prévoit le dessèchement de tous les marais qui infestent

encore diverses contrées de l'Italie, de très importants travaux d'irrigation et ensuite la création de colonies agricoles. Les célèbres marais Pontins, dont plusieurs Papes avaient déjà tenté l'assainissement ont été enfin « recouvrés pour la charrue du laboureur » et des paysans de la Romagne (patrie du Duce) et de certains districts surpeuplés de la Vénétie (162 habitants par mètre carré) ont pu être établis dans le voisinage de Rome. Des progrès remarquables ont été effectués dans les régions délaissées de la Sardaigne.

L'Etat a pris la direction des travaux de bonification mais en y faisant contribuer les particuliers, dûment organisés et contrôlés. Des subventions et des prêts à long terme et à faible intérêt sont accordés aux « consortiums » constitués par les propriétaires d'une localité pour améliorer les terrains environnants. Quant aux travaux plus considérables et qui ont un caractère d'utilité publique, l'Etat s'en charge entièrement.

L'ensemble de ces travaux, qui devraient être achevés en 1944, représentera une dépense globale d'environ sept milliards de liras. Plus de quatre milliards seront inscrits dans les budgets de l'Etat. Le reste doit être fourni par divers organismes financiers, tels que la Banque de Naples, le « consortium » de Crédit pour les Travaux publics et surtout par l'« Institut national des Assurances sur la Vie », (1)

(1) On sait que ces assurances sont depuis 1913 un monopole d'Etat en Italie.

et l'Institut fasciste de la Prévoyance sociale.

Les « Consortiums de Bonification » que nous avons mentionnés et qui réunissent les propriétaires d'une province ou d'un district présentent une grande analogie avec les syndicats ouvriers selon le système corporatif : comme ces derniers, les « Consortiums » ont le monopole de la représentation ; il suffit qu'une décision soit prise par le quart des propriétaires d'une circonscription territoriale pour que tous les autres se trouvent solidairement engagés.

Pour avoir un aperçu un peu moins sommaire soit des résultats acquis, soit surtout de l'exaltation particulière qui accompagne le « grand effort national », arrêtons-nous un instant à un épisode de cette campagne pour la conquête pacifique de « nouvelles terres ».

Le dessèchement des marais Pontins que nous avons déjà mentionné avait été confié à l'Association des Anciens Combattants.

En décembre 1932, sur cette terre naguère putride et désolée on inaugurerait officiellement la première commune rurale, entièrement construite, avec ses champs prêts pour le labour. Mussolini prononça, en cette circonstance, un discours dont l'extrait suivant nous fera mieux comprendre le programme que s'est tracé le Duce en entreprenant l'œuvre de « bonification intégrale » :

« Cette journée est mémorable pour la révolution des Chemises Noires ; augurale pour la campagne

romaine, elle est encore glorieuse dans l'histoire du pays. Ce qui fut maintes fois tenté pendant les vingt-cinq siècles qui nous ont précédés, est en train de devenir une réalité vivante aujourd'hui. L'heure serait peut-être venue d'étaler une orgueilleuse complaisance. Et bien, non ! Nous sommes tout simplement un peu émus, et ceux qui ont vécu les journées tragiques et glorieuses de la guerre victorieuse, doivent sentir leurs anciens souvenirs s'agiter tumultueusement dans leur cœur en passant devant des noms qui commémorent le Grappa, le Carso, l'Isonzo, le Piave. Aujourd'hui, avec l'inauguration de Littoria, nous pouvons considérer comme achevée la première partie de notre voyage. En d'autres termes, nous avons gagné la première bataille.

« Mais nous sommes fascistes et pour cela au lieu de nous arrêter sur le passé, nous regardons vers l'avenir.

« Toutes les batailles doivent être gagnées pour que la guerre soit victorieuse. Mais c'est seulement lorsqu'à côté des cinq cent maisons construites jusqu'ici, encore quatre mille cinq cents autres s'aligneront, ce n'est que lorsque les dix mille habitants d'aujourd'hui seront devenus les quarante ou cinquante mille que nous nous promettons de faire vivre sur ce que furent un temps les marais Pontins, que nous pourrons transmettre à la Nation le bulletin de la victoire décisive. Nous ne serions pas des fascistes si nous ne déclarions pas dès aujourd'hui avec l'exac-

titude qui nous est habituelle et l'énergie qui est dans notre tempérament, quelles seront les phases successives de cette lutte : le 28 octobre 1933, on procédera à l'inauguration de neuf cent quatre-vingt-une nouvelles maisons de ferme ; le 12 avril 1934, la commune de Sabaudia sera inaugurée (je vous invite à prendre note de cette date) ; le 29 octobre 1934 enfin, on inaugurerà la troisième commune : Pontinia. Alors, à ce moment-là, nous aurons probablement atteint le but et mené à terme notre programme.

« Je veux en premier lieu adresser mes félicitations au Président de l'Œuvre des Anciens Combattants ainsi qu'à ses collaborateurs immédiats, les ingénieurs et les autres techniciens. Je les adresse aussi aux travailleurs qui sont venus ici de toutes les régions d'Italie et aux paysans accourus de la vallée du Pô pour labourer ces terres » (1).

Depuis lors, suivant le programme prévu par Mussolini, la deuxième commune, celle de Sabaudia, a été inaugurée et la troisième, Pontinia, est en voie d'achèvement.

L'importance de l'œuvre accomplie sur tout le territoire italien est mise en évidence par les données statistiques suivantes relatives à la période quinquennale qui va de juillet 1929 à juillet 1934. Les travaux de bonification de la compétence de l'Etat ont été achevés sur une superficie de plus de

(1) *Corriere della Serra*, déc. 1932.

deux millions d'hectares ; ils sont en cours d'exécution sur une superficie égale, notamment en Toscane, dans les Pouilles, dans la Vénétie Julienne, dans les Marches.

Au 1^{er} juillet 1934, la transformation agraire qui suit de près l'assèchement était déjà bien avancée sur plus de 40 % de la superficie bonifiée. Dans le Latium et les Abruzzes cette transformation atteignait même 80 % des terres bonifiées.

Les travaux accomplis par les consortiums de propriétaires ont été également très importants.

Le placement ouvrier. Le gouvernement fasciste s'est efforcé également de diminuer le

chômage par une organisation méthodique de l'embauche. Les corporations ont été chargées de créer des bureaux de placement ; une série de décrets et de mesures policières a réglé les migrations internes et on a aussi eu recours au « principe de l'obligation » imposant à chaque patron l'emploi d'un minimum de main-d'œuvre.

Le décret du 28 mars 1928 a mis sur pied les bureaux de placement prévus par la Charte du Travail. Leur siège est auprès de l'association syndicale pour chaque catégorie de travailleurs.

Les employeurs ne pourront désormais embaucher que les chômeurs régulièrement inscrits aux bureaux de placement ; leur choix est libre, mais avec cette restriction qu'ils doivent donner la préférence aux ouvriers membres du Parti fasciste et des syndicats

nationaux. Tout chômeur doit se faire inscrire sur les listes d'un bureau de placement au lieu de sa résidence. Une amende de 50 à 300 liras est infligée à quiconque aurait accepté du travail sans avoir été préalablement inscrit sur ces listes. Des pénalités analogues frappent les employeurs qui engageaient des ouvriers non inscrits.

Le livret de travail. Le « livret de travail », introduit en 1934 (tout à fait analogue à celui qu'avait institué en France le Premier Consul et qui ne fut abrogé qu'en 1891) complète cette « police du marché de la main-d'œuvre ».

L'activité des bureaux de placement, limitée aux cadres régionaux, s'est avérée insuffisante pour organiser la répartition des travailleurs entre les différentes provinces du royaume, où le chômage sévissait dans des proportions inégales. Il était urgent d'obvier à ce déséquilibre. En même temps, le fascisme avait à cœur de traduire en actes le mot d'ordre de Mussolini : « ruraliser l'Italie ».

Les migrations internes. Répartition inter-régionale des chômeurs, création de colonies agraires, tel a été le double but que poursuit la politique des « migrations internes » inaugurée par le Gouvernement fasciste en 1930.

Un commissariat spécial fut créé pour diriger les déplacements de la main-d'œuvre, en assistant les ouvriers, en assurant leur ravitaillement aux points

de départ et d'arrivée des « courants migrants ». C'est surtout vers les campagnes que les émigrés furent dirigés. Parmi ces « émigrés temporaires », une sélection devait être opérée ; ceux qui s'adaptent mieux que les autres aux nouvelles conditions, devaient être récompensés par des subsides et encouragés de toutes manières à se fixer définitivement.

En 1932, deux ans après la création du « Commissariat des migrations internes », celui-ci avait placé environ 20.000 ouvriers dont 16.000 agricoles et 4.000 industriels dans des provinces nouvelles dont un certain nombre en Tripolitaine (1).

Depuis leur création, les Corporations ont consacré la presque totalité de leur activité à la lutte contre le chômage.

Pendant toute l'année 1934, il ne se passait pas de jour sans que le *Lavoro fascista* ne publiât le texte d'un nouvel accord entre employeurs et salariés pour une meilleure répartition du travail.

La semaine de 40 heures. Il convient de signaler ici l'adoption de la semaine de quarante heures en Italie. Elle a d'abord été introduite dans l'industrie, puis dans les entreprises commerciales.

Son but est de répartir d'une manière plus uniforme le temps de travail offert aux ouvriers. Mais

(1) Rosenstock Frank.

elle s'est accompagnée d'une réduction proportionnelle des salaires, aussi n'a-t-elle pas été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par les salariés.

Tel quel, cet établissement de la semaine de quarante heures dont l'application fut décidée par l'accord Pirelli-Canetti a pu s'effectuer très rapidement (dans les derniers mois de 1934) dans l'industrie textile. Le même accord prévoyait une réduction du personnel féminin dans les usines.

Le 2 décembre 1934, le *Lavoro fascista* annonçait la conclusion d'accords entre la fédération des industriels de la mécanique et de la métallurgie pour l'application de la semaine de quarante heures. Quatre jours après, dans le même journal (*Lavoro fascista* du 6 décembre). M. Luigi Fontanelli attirait l'attention sur les accords conclus entre les travailleurs et les industriels du papier et de l'imprimerie, notamment à propos d'un article où il était stipulé que lorsque « dans une section la diminution des horaires de travail n'aura pas amené l'embauche d'ouvriers dans une mesure correspondante, de nouveaux ouvriers devront être embauchés, fut-ce pour être affectés à d'autres sections ».

Les journaux du 1^{er} janvier 1935 indiquaient qu'à la suite des accords Canetti-Pirelli établissant la semaine de quarante heures, avec une diminution correspondante des salaires, cent vingt-huit mille deux cent deux ouvriers avaient pu être embauchés.

Malgré le gros effort fourni par les bureaux des Corporations, on comptait encore à la fin de 1934

près de neuf cent soixante-dix mille chômeurs en Italie.

Il y a cependant une amélioration sur les deux années précédentes puisque, depuis 1932, le nombre annuel de chômeurs dépassait un million.

La guerre contre l’Ethiopie. Depuis quelques mois, les préparatifs de la guerre contre l’Ethiopie ont « ranimé » certaines branches de la grande industrie, et de nombreux ouvriers ont ainsi retrouvé du travail. D’autre part, plus de cent mille travailleurs ont été envoyés en Erythrée et d’après les journaux italiens le nombre des engagés volontaires ne cesse de croître. Il est donc certain que le chômage doit être, à l’heure actuelle, en sérieuse régression dans la péninsule. Mais il est très difficile d’avoir, à ce sujet, des renseignements précis, car la situation se modifie de jour en jour, et il est tout de même paradoxal de considérer la guerre comme une « arme économique » contre le chômage.

CHAPITRE QUATRIÈME

Les Œuvres d'assistance sociale. Le Dopolavoro.

Un chapitre de la Charte du Travail est consacré à l'organisation de l'assistance sociale. D'après ce texte, l'Etat s'engage à développer les assurances ouvrières, notamment contre les accidents du travail, le chômage, la tuberculose. Il y est aussi promis que l'assurance-maternité serait améliorée et étendue.

Les syndicats des travailleurs sont chargés, d'après la Charte, de créer des caisses mutuelles maladie et, de pourvoir à la défense des droits de leurs membres dans les affaires relatives aux accidents du travail; il leur incombe aussi de s'occuper de l'éducation et de l'instruction professionnelles de toutes les personnes de leur classe, quelles soient ou non syndiquées. Ils devront enfin soutenir les œuvres du « loisir ouvrier ».

Nous ne pouvons donner ici qu'une rapide vue d'ensemble des institutions les plus importantes.

Les assurances sociales actuellement en vigueur

en Italie couvrent les risques d'invalidité, de vieillesse, de chômage, de tuberculose et de maternité. Bien entendu, le pays étant loin d'être riche, tous ces secours ne peuvent être assurés qu'en des proportions extrêmement parcimonieuses. Les assurances n'en sont pas moins obligatoires et leur charge incombe à la fois aux employeurs et aux salariés sauf pour l'assurance contre les accidents du travail qui est entièrement supportée par les patrons.

L'action du fascisme s'est surtout singularisée de la prévoyance pratiquée dans d'autres pays, par le développement de l'assurance pour la maternité et par la création de l'assurance spéciale contre la tuberculose. Ces deux institutions correspondent d'ailleurs à l'importance que le régime attache à l'augmentation des naissances et à la « vigueur de la race » (une des revues particulièrement orthodoxes s'intitule *la Stirpe* [la race]).

C'est depuis juillet 1923 que l'assurance obligatoire pour la maternité a reçu force de loi. Les cotisations sont payées par les employeurs et les salariés à raison de 4 livres par an pour les premiers et de 3 livres pour les seconds. La Caisse nationale des Assurances sociales verse, en outre, des subsides pour les accouchements qui sont d'environ 150 livres pour chaque cas.

Nous donnons ci-dessous un tableau montrant le développement de l'assurance-maternité depuis l'avènement du fascisme jusqu'à l'an 1929.

TABLEAU DU DÉVELOPPEMENT DE L'ASSURANCE MATERNITÉ.

Années	Nombre de femmes assurées	Contributions		Concours de l'Etat	Subsides	par assuré
		totales	par ass.			
1920	640.839	1.440.690	2,25	353.580	2.435.500	4,13
1921	675.465	4.680.622	6,93	629.838	3.499.100	5,77
1924	725.268	5.071.926	6,99	633.852	3.521.400	5,41
1925	822.028	5.754.291	7	669.366	3.718.700	5,14
1926	887.790	6.215.484	7	711.468	3.952.600	5,18
1927	873.502	6.114.547	7	725.976	4.033.200	5,53
1928	902.940	6.320.524	7	716.022	3.978.900	5,30
1929	974.639	6.688.918	6,86	742.914	4.128.700	5,26

L'œuvre pour la protection de la maternité et de l'enfance complète les secours fournis par les Assurances sociales (au moment de l'accouchement) en prêtant assistance aux mères nécessiteuses pendant la période de gestation. Après la naissance de l'enfant, d'autres subsides sont parfois accordés et cela pendant plusieurs années. Les mères non mariées reçoivent des allocations spéciales pour qu'elles puissent garder leurs enfants auprès d'elles.

Pendant l'année 1934, l'œuvre pour la maternité et l'enfance a assisté 1.196.292 personnes dont :

- 1^o Femmes enceintes, nourrices, enfants admis aux dispensaires, préventoria, institutions d'éducation ou orientation professionnelle, bénéficiaires d'allocations en argent ou en aliments 1.096.567
- 2^o Femmes non mariées, enfants abandonnés ou accusés d'un délit..... 73.161
- 3^o Mères ayant reçu la prime de fécondité 8.654

4 ^o Mères ayant reçu le « prix pour soins hygiéniques de l'enfant ».....	17.910
--	--------

L'œuvre a fondé des dispensaires d'obstétrique, des crèches, des réfectoires pour mères nourrissant leurs nouveaux-nés, des centres de distribution du lait.

En 1933, il y avait 7.321 institutions de ce genre ; en 1934 leur nombre s'était accru de 1.214 arrivant au total de 8.535.

Le nombre des cas d'assistance hygiénique, matérielle ou morale fut :

En 1932	1.272.258
En 1933	1.871.835
En 1934	2.412.963

LE DOPOLAVORO.

L'œuvre nationale des « loisirs ouvriers » constitue une des réalisations la plus originale du régime corporatif.

Dans d'autres pays, des clubs ouvriers existaient déjà. En Amérique notamment, des magnats de l'industrie ont donné des sommes considérables pour créer des lieux de réunion et d'agrément au profit de leurs ouvriers. En Angleterre, M. Baldwin a fait voter des crédits de plusieurs millions de livres sterling dans le but d'aménager des terrains de sport pour les ouvriers et en particulier pour les chômeurs. Mais l'originalité du « Dopolavoro » fasciste (l'« après travail » ou « les loisirs du travailleur ») vient de ce qu'il implique un plan de

tutelle morale et d'éducation civique du prolétariat.

« Nous ne prétendons pas avoir inventé les clubs ouvriers » disait un commissaire du Dopolavoro à M. Lachin (1) « mais nous les façonnons dans le style fasciste ».

En régime démocratique, la classe dirigeante se désintéresse de l'existence que mène l'ouvrier en dehors de son travail. Et cependant, que d'heures pourraient être utilement remplies (sous une bonne direction) tandis qu'à présent elles sont gâchées parce que les gens ne savent ni où ni comment les employer d'une manière profitable.

Les clubs ouvriers fascistes attirent les masses en leur offrant, en plus des divertissements usuels (théâtre, cinéma, lecture des journaux, jeux) des ressources plus utiles, l'occasion de s'entraîner systématiquement à peu près à tous les sports (éducation physique) ; une assistance sanitaire gratuite et à très bon marché (éducation hygiénique) et des cours populaires sur des questions générales ou d'intérêt professionnel (éducation intellectuelle, technique et politique). A ce point de vue ils s'apparentent assez aux clubs ouvriers de l'U. R. S. S. Comme ces derniers d'ailleurs, ils sont utilisés pour surveiller et « encadrer » la masse ouvrière.

Créées par le décret-loi du 29 mai 1925, les institutions du « Dopolavoro » se sont rapidement développées ; elles groupaient 280.000 adhérents dès la

(1) Lachin, *La IV^e Italia*, p. 70.

fin de la première année ; en 1930, le nombre des membres réguliers atteignait 1.600.000 pour passer à 1.927.577 en 1933 et à 2.108.227 en 1934.

Vingt mille instituteurs sont attachés d'office à ces clubs. Mais les sections vraiment florissantes sont celles qui pratiquent les sports.

Il va de soi que le degré de développement et de succès de ces entreprises varie beaucoup d'une ville à l'autre et aussi d'une profession à l'autre, en fonction des moyens matériels et du niveau de culture dans chaque groupe. De sorte qu'il ne faut guère s'étonner de trouver à côté de descriptions enthousiastes faites par des témoins dignes de foi, certaines critiques acerbes comme celles que répétait naguère dans la revue *Critica fascista* M. L. Bartolini. Ce fasciste d'humeur frondeuse reprochait aux clubs provinciaux du « Dopolavoro » de s'en tenir à une « existence de façade » sans faire le moindre effort pour créer une ambiance un peu plus vivante (plus conforme à la tendance révolutionnaire du fascisme) que celle des « patronages » dont se contentait la philanthropie étriquée et cauteleuse de l'« ancien régime ».

La Corporation de l'Agriculture a institué des cours d'économie rurale, de viticulture, d'horticulture, d'élevage, etc., pour les paysans.

Pendant l'hiver de 1933-1934, 3.501 de ces cours ont été fréquentés par 144.000 paysans dont 122.500 subirent un examen et obtinrent un diplôme.

CONCLUSION

« Nous sommes à un point de départ et non à un point d'arrivée » a déclaré, il y a quelques mois, Mussolini, en parlant du système corporatif.

Il serait donc prématuré de porter un jugement définitif sur ce système ; et, de plus, ce ne serait guère équitable car « tout régime que l'on juge d'après ses institutions de la période révolutionnaire est infailliblement condamné » (1).

Mais nous allons essayer de discerner quelles sont les tendances actuelles des dirigeants fascistes en matière corporative et quels buts ils poursuivent. Ils n'en poursuivent aucun, objectera-t-on ; le gouvernement italien (et surtout son Chef) ne procède que par expériences successives sans idées préconçues. C'est exact, dans une certaine mesure ; il semble cependant que le fascisme ait une fin : la création d'un système social qui réaliserait un nouvel équilibre entre les forces de la production et une meilleure distribution des biens.

De grandes divergences de doctrines se font jour chez les théoriciens du régime.

Parmi les partisans les plus convaincus du système corporatif, certains qu'on appelle les « extrémistes », soutiennent la nécessité de procéder au plus vite — et même par la violence — à l'instau-

(1) Lachin, *op. cit.*, p. 3.

ration d'une effective « égalité devant le travail, entendue comme un devoir et un droit ». Le professeur Ugo Spirito est le chef de cette école et la revue *Cantiere* en groupait l'élément jeune et agressif ; le courant opposé est surtout représenté par M. Bottai dont le programme comporte une succession de réformes tempérées par la raison d'état. Entre les deux camps il y a les anciens syndicalistes comme M. Rossoni (et l'organe qu'il a longtemps dirigé, le *Lavoro fascista*). Du point de vue doctrinal, M. Rossoni pourrait bien être « plus à gauche » encore que M. Spirito ; mais il est un organisateur pratique et nullement un bâtisseur de systèmes ; le moindre résultat immédiat lui est plus précieux que la vision, même grandiose d'un avenir hypothétique.

M. Ugo Spirito ne veut être qu'un « homme de science » qui ne fait pas de politique active.

« Aujourd'hui » dit-il (en s'entretenant avec M. Lachin) « le capital disparaît et il faut l'aider dans sa renonciation à la vie... Une nouvelle divinité est née : la technique ; c'est le sommet de la hiérarchie du travail...

... « A la hiérarchie du capital, nous substituons la hiérarchie de la valeur professionnelle de l'individu...

« Ce que nous avons voulu, c'est fondre l'Etat et la Nation. Le lieu, où cette fusion entre l'Etat et la Nation peut s'opérer est la Corporation. »

L'Etat s'étant emparé de tout l'outillage de la

production, « confie ses droits à la Nation organisée hiérarchiquement ». Par conséquent, « la Corporation est un organe de l'Etat, mais un organe autonome ».

M. Spirito insiste sur cette idée que la Corporation-proprétaire n'est pas un appareil bureaucratique, une forme d'étatisme, mais une espèce d'institution paraétatique.

Et M. Lachin essaie de rendre cela plus clair : « l'élément patronal ayant été éliminé, le syndicat unique des producteurs se constitue en société anonyme sous le contrôle de l'Etat, mais la participation aux bénéfices devient fonction non plus de l'apport du capital mais de la quantité de travail fourni » (1).

Ajoutons que la conception de M. Spirito a été traduite par M. Volpicelli (suite d'études dans la *Cultura Fascista*, etc...) dans le langage de la métaphysique hégélienne, ce qui n'en a pas beaucoup facilité la compréhension.

Il vient naturellement à l'esprit que l'Etat où, selon les vœux de M. Spirito, tous les moyens de production seront livrés aux organes de la collectivité ouvrière sous la haute surveillance d'un gouvernement très fort, ne se distinguera pas essentiellement de l'U. R. S. S. nominalemeut soumise à la « Dictature des travailleurs ». Mais M. Spirito proteste contre une telle assimilation : « Nous ne sommes pas bolchevistes, lorsque nous proclamons

(1) Lachin, *op. cit.*, p. 176.

que la Corporation doit devenir propriétaire ; car dans cette corporation les valeurs sociales seront reconnues et établiront une hiérarchie propre à stimuler l'activité de l'individu ».

M. Bottai est un homme de gouvernement ; il est donc naturel que dans ses prévisions il soit beaucoup plus prudent et moins enclin aux schémas doctrinaires. Il s'en tient donc au souhait de voir « la corporation en état de diriger elle-même, par cycles, la production, en réalisant la liaison entre le capital, la technique et le travail ».

Mais, « les corporations ont-elles aujourd'hui le pouvoir et les moyens de diriger des entreprises agricoles, industrielles, commerciales, bancaires, etc. ? » M. Bottai répond : « En tant qu'organes de l'Etat, on peut admettre qu'elles ont ce pouvoir. Mais elles n'ont pas les moyens d'action nécessaires... »

D'ailleurs, il convient de laisser « mourir d'une mort naturelle le capitalisme actuellement à l'agonie ». Il suffit que « toute notre politique de travaux publics soit anticapitaliste, ainsi que celle de la bonification intégrale ». De même « les instituts de crédit paraétatiques, créés par le fascisme, déchargeant en grande partie le capitalisme de ses fonctions, diminuant par conséquent ses droits ». La grande transformation pourra donc « se réaliser graduellement sans qu'il soit besoin de brusquer les choses ».

Ce point de vue semble bien être partagé par le Chef du fascisme.

Ces tendances assez hardies ont trouvé l'occasion de se manifester au cours d'un congrès franco-italien tenu à Rome, au mois de mai dernier, pour l'étude du système corporatif.

Du côté italien, des personnages les plus officiels y ont pris part : les ministres et sous-secrétaires d'Etat Bottai, Razza, Rossoni, les représentants de la Confédération de l'Industrie, du Parti fasciste, des groupes fascistes universitaires (G. U. F.), des doctrinaires extrémistes du corporatisme avec leur chef M. Spirito ; enfin des représentants de cénacles de « jeunes » comme la revue *Cantiere*, etc...

Une certaine hardiesse avait présidé au choix des hôtes français invités à participer au congrès : outre les militants du corporatisme catholique, du « front paysan » et de quelques autres groupements plus ou moins politiques, on vit arriver les chefs de file de certains « mouvements » de jeunes qui n'exercent encore qu'une influence purement intellectuelle autour de publications périodiques comme *l'Homme nouveau*, *l'Homme réel*, *l'Ordre nouveau*, *la Revue du XX^e siècle*, *l'Esprit*, etc...

Ce procédé ne pouvait manquer de produire une impression très favorable sur ces élites de la jeune France en leur faisant constater « avec combien plus d'attention et de sérieux ces mouvements novateurs sont suivis par les milieux officiels de l'étranger que par ceux de leur propre pays » (1).

(1) Emmanuel Mounier, *l'Esprit*, juin 1935.

Ce ne fut pas sans étonnement que les délégués appartenant à des courants de gauche et de ce fait fortement prévenus contre la dictature fasciste, ont dû se persuader au cours de ce congrès qu' « il existe au sein du parti fasciste une aile vivante et audacieuse radicalement anticapitaliste et résolument constructive ». Ils ne s'attendaient certes pas à ce qu'un membre du gouvernement, M. Rossoni, préférât en guise de conclusion à un examen de l'économie moderne, cette phrase plutôt subversive : « Quiconque défend le capitalisme actuel ne peut être qu'un imbécile, à moins qu'il ne soit une franche canaille. »

Quel était le but de Mussolini en laissant ainsi publiquement exprimer ces idées révolutionnaires ? Voulait-il préparer l'opinion à des réformes sociales décisives ? S'agissait-il simplement d'une habile publicité ? Il est difficile de le savoir exactement.

Quoi qu'il en soit, le congrès franco-italien a amené une réaction énergique des partisans du « Capitalisme ». Car s'il existe dans le parti fasciste une aile audacieuse..., « anticapitaliste », on y trouve aussi des défenseurs de la propriété privée et du capitalisme plus ou moins « protégés » mais non absorbés par l'Etat. Cette droite demeure très puissante grâce à l'autorité dont jouissent dans le Parti et dans l'Etat ses représentants : Forges Davanzati, de Vecchi, les Federzoni, Coppola et aussi le secrétaire actuel du Parti fasciste, M. Starace.

Dans la revue *Gerarchia* qui est considérée comme l'organe personnel de Mussolini, un article signé Gardini exprimait les griefs des « fascistes partisans de l'Etat autoritaire » contre les corporations.

« Le parti doit combattre sans merci les tendances qui commencent à prendre pied dans certaines corporations et dont le but serait de substituer la compétence des associations économiques à celles des organes de gouvernement... Il serait dangereux de permettre à ces syndicats avec leur « froide technique d'organisation » (*sic*) de monopoliser le contrôle de l'industrie, etc... ».

Quelque temps après, le 12 juin, M. Farinacci, adversaire convaincu du syndicalisme, prononçait un grand discours à Florence et ce fut en substance un réquisitoire contre les promoteurs du Congrès de Rome et contre leurs discours « trop entichés de Platon et de sa République ».

« On ne fait que parler de corporation et d'Etat corporatif ; tant de monde s'en mêle qu'on en arrive à ne plus rien comprendre à cette question à la mode. »

L'ancien secrétaire du parti fasciste cita ensuite à ses auditeurs divers textes où Mussolini en 1921 et en 1923 exaltait l'initiative privée en l'opposant aux inconvénients notoires des gestions collectives... Et M. Farinacci de conclure : « L'Etat corporatif est constitutionnellement une absurdité. Les règlements économiques ne peuvent être qu'un des ressorts de l'activité du gouvernement. Même si la

Chambre actuelle était transformée en une assemblée corporative, deux organes conserveraient une autorité bien supérieure, parce que intégralement politiques : le Sénat et le Grand Conseil du Parti ! ».

La balance a semblé pencher décidément du côté des adversaires du système corporatif lorsque, en juillet dernier, le gouvernement supprima la revue *Cantiere* en invitant tous ses rédacteurs à s'enrôler dans les troupes d'Afrique. Cette publication milanaise était précisément le porte-parole de cette « aile anti-capitaliste » dont l'enthousiasme et l'assurance avaient émerveillé les délégués français au Congrès corporatif de Rome.

Depuis lors, la guerre avec l'Ethiopie, les difficultés rencontrées par le Duce sur le terrain diplomatique, notamment à Genève, ont fait passer les questions corporatives et sociales au second plan.

Il est toujours très délicat de vouloir prévoir l'avenir. Mais il se pourrait fort bien qu'à la faveur des événements actuels l'élément « extrémiste » du Parti fasciste reprît toute son influence et entraînant l'Italie vers une nouvelle organisation politique et sociale très voisine du communisme soviétique.

Vu : le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu : le Président de la thèse
JEAN LESCURE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

1557. — Imprimerie Jouve et C^{ie}, 15, rue Racine Paris. — 11-1935
